

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Modifications aux registres des courtiers, conseillers, cabinets et leurs représentants, ainsi que des sociétés et représentants autonomes
 - 3.5 Avis d'audiences
 - 3.6 Sanctions administratives et décisions disciplinaires
 - 3.7 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Aucune information.

3.2.2 Publication

DÉCISION N° 2007-PDG-0091

Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*, conformément aux paragraphes 1°, 2° et 26° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1, 1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement visé à l'article 331.1 de la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 12 mai 2006 [(2006) Vol. 3, n° 19, B.A.M.F., section Valeurs mobilières], du projet de règlement accompagné de l'avis réglementaire prévu à l'article 331.2 de la Loi;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 février 2007 [(2007) Vol. 4, n° 8, B.A.M.F., section 3.2.1], du projet de règlement;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution et les travaux des Autorités canadiennes en valeurs mobilières;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa transmission au ministre des Finances pour approbation.

Fait le 4 mai 2007.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

DÉCISION N° 2007-PDG-0092**Instruction générale relative au Règlement 31-102
sur la Base de données nationale d'inscription**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50 (la « Loi »), d'établir des instructions générales définissant les exigences découlant de l'application de l'article 276 de la Loi, à l'intérieur de la discrétion qui lui est conférée;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 février 2007 [(2007) Vol. 4, n° 8, B.A.M.F., section 3.2.1], du projet d'instruction générale;

Vu la décision n° 2007-PDG-0091 prononcée le 4 mai 2007, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 »);

Vu l'article 298 de la Loi prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution et les travaux des Autorités canadiennes en valeurs mobilières;

En conséquence :

L'Autorité établit l'Instruction générale relative au *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin.

La présente décision prend effet à la date d'entrée en vigueur du Règlement 31-102.

Fait le 4 mai 2007.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

DÉCISION N° 2007-PDG-0089

Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») de prendre le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, conformément aux paragraphes 1°, 2°, 26° et 27° de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50 (la « Loi »);

Vu le pouvoir de l'Autorité de prendre un règlement visé à l'article 331.1 de la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 12 mai 2006 [(2006) Vol. 3, n° 19, B.A.M.F., section Valeurs mobilières], du projet de règlement accompagné de l'avis réglementaire prévu à l'article 331.2 de la Loi;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 février 2007 [(2007) Vol. 4, n° 8, B.A.M.F., section 3.2.1], du projet de règlement;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution et les travaux des Autorités canadiennes en valeurs mobilières;

En conséquence :

L'Autorité prend le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et autorise sa transmission au ministre des Finances pour approbation.

Fait le 4 mai 2007.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

DÉCISION N° 2007-PDG-0090**Instruction générale relative au Règlement 33-109
sur les renseignements concernant l'inscription**

Vu le pouvoir de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») prévu à l'article 274 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50 (la « Loi »), d'établir des instructions générales définissant les exigences découlant de l'application de l'article 276 de la Loi, à l'intérieur de la discrétion qui lui est conférée;

Vu le pouvoir de l'Autorité d'établir une instruction générale prévu à la Loi, qui appartient exclusivement à son président-directeur général, conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2, telle que modifiée par la *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières et d'autres dispositions législatives*, L.Q. 2006, c. 50;

Vu la publication pour consultation au Bulletin de l'Autorité (le « Bulletin ») le 12 mai 2006 [(2006) Vol. 3, n° 19, B.A.M.F., section Valeurs mobilières], du projet d'instruction générale;

Vu la publication pour information au Bulletin le 23 février 2007 [(2007) Vol. 4, n° 8, B.A.M.F., section 3.2.1], du projet d'instruction générale;

Vu la décision n° 2007-PDG-0089 prononcée le 4 mai 2007, par laquelle l'Autorité a pris le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 »);

Vu l'article 298 de la Loi prévoyant l'obligation de publier les instructions générales au Bulletin;

Vu la recommandation de la Direction de l'encadrement de la distribution et les travaux des Autorités canadiennes en valeurs mobilières;

En conséquence :

L'Autorité établit l'Instruction générale relative au *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*, dans ses versions française et anglaise, dont les textes sont annexés à la présente décision, et en autorise la publication au Bulletin.

La présente décision prend effet à la date d'entrée en vigueur du Règlement 33-109.

Fait le 4 mai 2007.

Jean St-Gelais
Président-directeur général

Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription¹ **Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription**

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie les règlements suivants :

- *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;*
- *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, l'Instruction générale relative au *Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* et l'Instruction générale relative au *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription*.

Avis de publication

Le *Règlement 31-102 sur la Base de données nationales d'inscription* et le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* ont été pris par l'Autorité le 4 mai 2007, ont reçu l'approbation ministérielle requise et sont entrés en vigueur le 11 juillet 2007, date de leur publication à la Gazette officielle du Québec.²

Les arrêtés ministériels approuvant les règlements ainsi que ces règlements ont également été publiés dans la Gazette officielle du Québec, en date du 11 juillet 2007, et sont reproduits ci-dessous.

Le 13 juillet 2007

¹ Diffusion autorisée par Les Publications du Québec

² Prenez note qu'une erreur s'est glissée dans les versions françaises aux articles d'entrée en vigueur des règlements. La date d'entrée en vigueur est le 11 juillet 2007 au lieu du 15 mai 2007 tel qu'indiqué. Un erratum sera publié à cet effet dans la Gazette officielle du Québec le 25 juillet 2007.

A.M., 2007-04**Arrêté numéro V-1.1-2007-04 de la ministre des
Finances en date du 21 juin 2007**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

VU que les paragraphes 1^o, 2^o, et 26^o de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'indique le règlement;

VU que le projet de Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, sections valeurs mobilières, volume 3, n° 19 du 12 mai 2006;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté, par la décision n^o 2007-PDG-0091 du 4 mai 2007, le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Finances approuve sans modification le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 21 juin 2007

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o et 26^o)

PARTIE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« administrateur de la BDNI » : CDS INC. ou son successeur nommé par l'autorité en valeurs mobilières pour exploiter la BDNI;

« BDNI » : la Base de données nationale d'inscription électronique qui contient les renseignements concernant l'inscription des déposants BDNI et qui permet de les transmettre, de les recevoir, de les consulter et de les diffuser;

« compte BDNI » : tout compte ouvert auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements pour payer les frais reliés à l'utilisation de la BDNI par prélèvement automatique;

« déposant BDNI » : une personne physique déposante ou une société déposante;

« format BDNI » : le format électronique de présentation des renseignements sur le site Web BDNI;

« numéro BDNI » : le numéro unique attribué par la BDNI à chaque déposant BDNI, personne physique autorisée ou établissement;

« personne physique déposante » : toute personne physique tenue, en vertu de la législation en valeurs mobilières, de faire une présentation de renseignements à la BDNI conformément au présent règlement;

« présentation de renseignements à la BDNI » : toute présentation de renseignements en format BDNI en vertu de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières;

« renseignements présentés à la BDNI » : les renseignements présentés en format BDNI en vertu de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières;

« représentant autorisé de la société » : toute personne physique ayant un code d'utilisateur de la BDNI et autorisée par la société déposante à présenter des renseignements en format BDNI pour le compte de celle-ci et de personnes physiques déposantes dont elle est la société parrainante;

« représentant en chef » : toute personne physique qui est représentant autorisé de la société et qui a accepté d'agir à ce titre auprès de la société déposante;

« site Web BDNI » : le site Web exploité par l'administrateur de la BDNI pour la présentation de renseignements à la BDNI;

« société déposante » : toute personne ou société inscrite ou qui a demandé à s'inscrire à titre de courtier en valeurs, de conseiller en valeurs ou de preneur ferme et qui est tenue, en vertu de la législation en valeurs mobilières, de faire une présentation de renseignements à la BDNI conformément au présent règlement.

1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription approuvé par l'arrêté ministériel 2007-05 du 21 juin 2007 ont le sens qui leur est donné dans ce règlement.

PARTIE 2 RENSEIGNEMENTS À PRÉSENTER EN FORMAT BDNI

2.1 Renseignements sur l'inscription

Les formulaires suivants sont présentés à l'autorité en valeurs mobilières en format BDNI :

- 1) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1;

- 2) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2;
- 3) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3;
- 4) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ainsi que toute modification des renseignements contenus dans celui-ci.

PARTIE 3 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS À LA BDNI

3.1. Présentation de renseignements à la BDNI

1) Le déposant BDNI qui est tenu, en vertu de la législation en valeurs mobilières, de présenter des renseignements en format BDNI le fait de la façon suivante :

- a) en utilisant le site Web BDNI;
- b) en utilisant le numéro BDNI du déposant BDNI, de la personne physique autorisée ou de l'établissement;
- c) en se conformant aux obligations prévues par le présent règlement.

2) Les obligations prévues par la législation en valeurs mobilières concernant le format d'impression des déclarations ou des renseignements à déposer ou le nombre d'exemplaires à déposer ne s'appliquent pas aux renseignements présentés à la BDNI conformément au présent règlement.

3) La présentation de renseignements à la BDNI d'un déposant BDNI est faite par un représentant autorisé de la société.

3.2. Obligations de la société déposante

La société déposante doit respecter les obligations suivantes :

- a) être inscrite auprès de l'administrateur de la BDNI pour utiliser la BDNI;
- b) avoir un seul représentant en chef inscrit auprès de l'administrateur de la BDNI;
- c) être titulaire d'un seul compte BDNI;
- d) aviser l'administrateur de la BDNI de la nomination du représentant en chef dans les cinq jours ouvrables suivant cette nomination;
- e) aviser l'administrateur de la BDNI de tout changement de représentant en chef dans les cinq jours ouvrables suivant ce changement;

f) présenter les renseignements en format BDNI concernant tout changement de représentant, autre que le représentant en chef, dans les cinq jours ouvrables suivant ce changement.

PARTIE 4 PAIEMENT DES FRAIS AU MOYEN DE LA BDNI

4.1. Frais de présentation

1) La société déposante paie les frais de présentation de renseignements à la BDNI par prélèvement automatique.

2) Le paiement visé au paragraphe 1 est prélevé dans le compte BDNI de la société déposante.

4.2. Frais d'inscription annuels

1) La société déposante paie les frais d'inscription annuels à la BDNI par prélèvement automatique.

2) Le paiement visé au paragraphe 1 est prélevé dans le compte BDNI de la société déposante.

4.3. Frais annuels d'utilisation

1) La société déposante paie les frais annuels d'utilisation de la BDNI par prélèvement automatique.

2) Le paiement visé au paragraphe 1 est prélevé dans le compte BDNI de la société déposante.

PARTIE 5 DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES

5.1. Dispense pour difficultés temporaires

1) Si des difficultés techniques imprévues l'empêchent de présenter des renseignements en format BDNI dans le délai prescrit par la législation en valeurs mobilières, le déposant BDNI peut les présenter en format papier ou en format BDNI au plus tard cinq jours ouvrables après l'expiration du délai prévu pour la présentation.

2) Le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 en format papier est présenté pour modifier les renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4.

3) Si des difficultés techniques imprévues l'empêchent de présenter une demande en format BDNI, une personne physique déposante qui demande à s'inscrire peut la présenter en format papier.

4) Le déposant BDNI qui présente des renseignements en format papier conformément au présent article doit indiquer, en majuscules, dans le haut de la première page la mention suivante :

« CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5.1 DU RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION, LE[LA] PRÉSENT[E] [PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT] EST PRÉSENTÉ[E] EN FORMAT PAPIER SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES. ».

5) Le déposant BDNI qui présente des renseignements en format papier conformément au présent article doit présenter de nouveau les renseignements en format BDNI dès que possible, mais au plus tard 10 jours ouvrables après que les difficultés techniques imprévues ont été réglées.

PARTIE 6

DISPENSE

6.1 Dispense

1) L'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense en vertu de l'article 263 de la Loi sur les valeurs mobilières de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B de la Norme canadienne 14-101, Définitions adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision no 2001-C-0274 du 12 juin 2001, vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

PARTIE 7

DISPOSITIONS FINALES

7.2. Le Règlement 31-102Q sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2004-05 du 2 décembre 2004 est abrogé.

7.1. Au Québec, les dispositions du présent règlement ont préséance sur les dispositions du Titre cinquième du Règlement sur les valeurs mobilières édicté par le décret n° 660-83 du 30 mars 1983 (1983, *G.O.* 2, 1511) qui lui sont incompatibles.

7.3. Le présent règlement entre en vigueur le 15 mai 2007.

48231

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION ET OBJET

1.1. Champ d'application

Le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription (le « Règlement 31-102 ») a été mis en œuvre dans tous les territoires.

1.2. Objet

Le Règlement 31-102 a pour objet d'établir les obligations relatives à la présentation de renseignements sur l'inscription par voie électronique au moyen de la Base de données nationale d'inscription (la « BDNI »).

PARTIE 2 PRODUCTION DE RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

2.1. La législation en valeurs mobilières de plusieurs territoires prévoit l'obligation de produire ou de rendre accessible l'original ou une copie conforme des renseignements déposés en vertu de cette législation. L'autorité en valeurs mobilières compétente ou l'agent responsable compétent, selon le cas, considère qu'elle ou il peut satisfaire à cette obligation, dans le cas des renseignements déposés en format BDNI, en fournissant une copie papier ou toute autre sortie imprimée lisible des renseignements comportant une attestation ou accompagnée d'une attestation de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable selon laquelle il s'agit d'une copie des renseignements déposés en format BDNI.

PARTIE 3 DATE DE DÉPÔT

3.1. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que les renseignements déposés en format BDNI sont, pour l'application de la législation en valeurs mobilières, déposés le jour où leur transmission à la BDNI est complétée.

PARTIE 4 COPIE OFFICIELLE DES RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

4.1. Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, des directives en valeurs mobilières ou toute fin connexe, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que la copie officielle de tous les renseignements déposés en format BDNI par un déposant BDNI est la version électronique enregistrée dans la BDNI.

PARTIE 5 QUALITÉ DE MANDATAIRE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE LA SOCIÉTÉ

5.1. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que le représentant autorisé de la société qui fait une présentation de renseignements à la BDNI est le mandataire de la société ou de la personne physique concernée par le dépôt.

PARTIE 6 OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉPOSANTE

6.1. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable s'attend à ce que les sociétés déposantes prennent les mesures suivantes conformément aux processus exposés dans le Manuel de l'utilisateur BDNI :

- a) s'inscrire auprès de l'administrateur de la BDNI;
- b) tenir à jour l'information relative à leur inscription à la BDNI;

c) tenir à jour l'information relative à leur compte BDNI.

**PARTIE 7 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA
LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES**

7.1. En Ontario, l'autorité en valeurs mobilières estime que la personne ou société tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du Règlement 31-102 et de la *Rule 31-509 (Commodity Futures Act)* peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

A.M., 2007-05

**Arrêté numéro V-1.1-2007-05 de la ministre des
Finances en date du 21 juin 2007**

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1)

CONCERNANT le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

VU que les paragraphes 1°, 2°, 26° et 27° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., c. V-1.1) prévoient que l'Autorité des marchés financiers peut adopter des règlements concernant les matières visées à ces paragraphes ;

VU que les troisième et quatrième alinéas de l'article 331.2 de cette loi prévoient qu'un projet de règlement est publié au Bulletin de l'Autorité, qu'il est accompagné de l'avis prévu à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et qu'il ne peut être soumis pour approbation ou être édicté avant l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication ;

VU que les premier et cinquième alinéas de cet article prévoient que tout règlement pris en vertu de l'article 331.1 est approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances et qu'il entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique le règlement ;

VU que le projet de Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription a été publié au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers, section valeurs mobilières, volume 3, n° 19 du 12 mai 2006 ;

VU que l'Autorité des marchés financiers a adopté, par la décision n° 2007-PDG-0089 du 4 mai 2007, le Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription ;

VU qu'il y a lieu d'approuver ce règlement sans modification ;

EN CONSÉQUENCE, la ministre des Finances approuve sans modification le 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription, dont le texte est annexé au présent arrêté.

Le 21 juin 2007

La ministre des Finances,
MONIQUE JÉRÔME-FORGET

Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1^o, 2^o, 26^o et 27^o)

PARTIE 1 DÉFINITIONS

1.1. Définitions

Dans le présent règlement, on entend par :

« Formulaire 3 » : le formulaire de demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de preneur ferme dans le territoire intéressé ;

« Formulaire 4 » : le formulaire de demande d'inscription des personnes physiques utilisé dans le territoire intéressé avant le 21 février 2003 ou, au Québec, avant le 1^{er} janvier 2005 ;

« numéro de présentation de renseignements à la BDNI » : le numéro unique attribué par la BDNI chaque fois que des renseignements y sont présentés ;

« personne physique autorisée » : dans le cas d'une société inscrite ou d'une personne ou société qui demande à s'inscrire, toute personne physique qui n'est pas inscrite pour exercer l'activité de courtier ou de conseiller pour le compte de la société et qui est, selon le cas :

a) administrateur, associé, membre de la direction ou directeur de succursale de la société ;

b) en Alberta, en Colombie-Britannique et en Ontario, l'une des personnes physiques suivantes :

i) tout administrateur, associé, membre de la direction ou directeur de succursale de la société ;

ii) toute personne physique qui, directement ou indirectement, a la propriété véritable d'au moins 10 % des titres avec droit de vote de la société ou qui exerce une emprise sur ceux-ci ;

« personne physique inscrite » : les personnes physiques suivantes :

a) la personne physique qui est inscrite pour exercer l'activité de courtier ou de conseiller pour le compte d'une société inscrite ;

b) au Québec, la personne physique qui est inscrite pour agir à titre de courtier en valeurs ou de conseiller en valeurs pour le compte d'une société inscrite ;

« société inscrite » : toute personne ou société qui est inscrite à titre de courtier, de conseiller ou de preneur ferme ;

« société parrainante » : la personne ou société suivante :

a) dans le cas d'une personne physique inscrite :

i) la société inscrite pour le compte de laquelle elle exerce l'activité de courtier ou de conseiller ;

ii) au Québec, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit à titre de courtier en valeurs ou de conseiller en valeurs ;

b) dans le cas d'une personne physique qui demande à s'inscrire :

i) la société inscrite, ou la personne ou société qui demande à devenir une société inscrite, pour le compte de laquelle elle compte exercer l'activité de courtier ou de conseiller ;

ii) au Québec, la société inscrite, ou la personne ou société qui demande à devenir une société inscrite, pour le compte de laquelle elle compte agir à titre de courtier en valeurs ou de conseiller en valeurs ;

c) dans le cas d'une personne physique autorisée, la société inscrite pour le compte de laquelle elle agit ;

d) dans le cas d'une personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une personne ou société qui demande à devenir une société inscrite, cette personne ou société.

1.2. Interprétation

Les expressions utilisées dans le présent règlement et définies par le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription approuvé par l'arrêté ministériel 2007-04 du 21 juin 2007 ont le sens qui leur est donné dans ce règlement.

PARTIE 2 DEMANDE D'INSCRIPTION

2.1. Inscription d'un courtier, d'un conseiller ou d'un preneur ferme

La personne ou société qui demande à s'inscrire à titre de courtier, de conseiller ou de preneur ferme présente à l'autorité en valeurs mobilières les documents suivants :

a) le Formulaire 3 en format papier ;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 à l'égard de chacun de ses établissements autres que le siège, conformément au Règlement 31-102;

c) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 à l'égard de chaque personne physique autorisée qui agit pour son compte et qui n'a pas demandé à devenir une personne physique inscrite en vertu du paragraphe 1 de l'article 2.2, conformément au Règlement 31-102.

2.2. Demande d'inscription d'une personne physique

1) Toute personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, conformément au Règlement 31-102.

2) Malgré le paragraphe 1, toute personne physique autorisée qui agit pour le compte d'une société inscrite et qui demande à devenir une personne physique inscrite présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102.

2.3. Personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises

1) Malgré l'article 2.1, au Manitoba et en Ontario, la personne ou société y étant visée qui est inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises (L.R.O., 1990, c. C.20; C.P.L.M., c. C152) n'est pas tenue de présenter les formulaires suivants :

a) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 conformément au paragraphe b de l'article 2.1 à l'égard de ses établissements enregistrés dans la BDNI;

b) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 conformément au paragraphe c de l'article 2.1 à l'égard d'une personne physique autorisée si la personne ou société présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 à l'égard de cette personne physique, conformément au Règlement 31-102.

2) Malgré l'article 2.1 et le paragraphe 1 de l'article 2.2, au Manitoba et en Ontario, la personne physique qui demande à s'inscrire en vertu de la législation en valeurs mobilières et qui est enregistrée dans la BDNI avec sa société parrainante comme personne inscrite en vertu de la Loi sur les contrats à terme sur marchandises présente à l'agent responsable le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102.

PARTIE 3 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE SOCIÉTÉ INSCRITE

3.1. Modification des renseignements contenus dans le Formulaire 3

1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements contenus dans le Formulaire 3 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

2) Pour l'application du paragraphe 1, l'avis de modification est présenté en format papier au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5.

3) Malgré le paragraphe 2, il n'est pas obligatoire de donner avis de la modification au moyen du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5 si la modification concerne, selon le cas :

a) un nouvel administrateur, associé ou membre de la direction de la société inscrite, si le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 2.2 ou 3.3;

b) la démission ou la cessation des fonctions d'un administrateur, d'un associé ou d'un membre de la direction de la société inscrite, si le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 est présenté à l'égard de cette personne conformément à l'article 4.3 ou 5.2;

c) un établissement autre que le siège de la société inscrite, si le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 est présenté conformément à l'article 3.2.

3.2. Modification touchant un établissement

1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de l'ouverture de tout établissement autre que le siège en présentant, conformément au Règlement 31-102, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au plus tard cinq jours ouvrables après l'ouverture.

2) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 en présentant, conformément au Règlement 31-102, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3 au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

3.3. Ajout d'une personne physique autorisée

La société inscrite présente à l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 à l'égard de toute personne physique autorisée au plus tard vingt jours ouvrables après la date d'entrée en fonction de cette personne.

3.4. Modification d'autres renseignements concernant l'inscription

La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de tout changement de vérificateur ou de la date de clôture de l'exercice au plus tard cinq jours ouvrables après le changement.

PARTIE 4 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE INSCRITE

4.1. Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4

1) La personne physique inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102, de toute modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

2) Malgré le paragraphe 1, la personne physique inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102, de toute modification des renseignements contenus à la rubrique 11 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 10 jours ouvrables après la modification.

3) Malgré le paragraphe 1, la personne physique inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102, de toute modification des renseignements contenus à la rubrique 3 ou 4 ou au paragraphe 1 de la rubrique 8 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 20 jours ouvrables après la modification.

4.2. Demande de modification ou de radiation d'une catégorie d'inscription

La personne physique inscrite qui demande la modification ou la radiation d'une catégorie d'inscription présente à l'autorité en valeurs mobilières le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2, conformément au Règlement 31-102.

4.3. Cessation de relation

La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières qu'une personne physique inscrite a cessé d'agir pour son compte en présentant, conformément au Règlement 31-102, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 dans les cinq jours ouvrables de cette cessation.

PARTIE 5 MODIFICATION DES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UNE PERSONNE PHYSIQUE AUTORISÉE

5.1. Modification des renseignements contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4

1) La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102, de toute modification des renseignements concernant une personne physique autorisée contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

2) Malgré le paragraphe 1, la société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102, de toute modification des renseignements concernant une personne physique autorisée contenus à la rubrique 11 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 10 jours ouvrables après la modification.

3) Malgré le paragraphe 1, la société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières, conformément au Règlement 31-102, de toute modification des renseignements concernant une personne physique autorisée contenus à la rubrique 3 ou 4 ou au paragraphe 1 de la rubrique 8 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 ou modifiés en vertu du présent paragraphe au plus tard 20 jours ouvrables après la modification.

4) Malgré le paragraphe 1, la société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières de toute modification des renseignements concernant une catégorie d'inscription d'une personne physique autorisée contenus à la rubrique 6 du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 en présentant, conformément au Règlement 31-102, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A2 au plus tard cinq jours ouvrables après la modification.

5) Malgré les paragraphes 1 à 4, la société inscrite n'est pas tenue d'aviser l'autorité en valeurs mobilières de la modification des renseignements visés à ces paragraphes si une autre société l'a déjà fait, conformément au Règlement 31-102 et dans les délais prévus.

5.2. Cessation de relation

La société inscrite avise l'autorité en valeurs mobilières qu'une personne physique autorisée a cessé d'agir pour son compte en présentant, conformément au Règlement 31-102, le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A1 dans les cinq jours ouvrables de cette cessation.

PARTIE 6 DILIGENCE RAISONNABLE ET CONSERVATION DES DOCUMENTS

6.1. Obligations de la société parrainante

1) La société parrainante doit, en prenant les moyens nécessaires, veiller à ce que les renseignements suivants soient exacts et complets :

a) les renseignements qu'elle présente à l'égard d'une personne physique autorisée ;

b) les renseignements présentés par une personne physique inscrite ou une personne physique qui demande à s'inscrire et dont cette société est la société parrainante.

2) La société parrainante conserve tous les documents qu'elle a utilisés pour remplir l'obligation prévue au paragraphe 1 pendant l'une des périodes suivantes :

a) dans le cas d'une personne physique autorisée, sept ans après la date à laquelle elle a cessé d'agir à ce titre ;

b) dans le cas d'une personne physique inscrite ou d'une personne physique qui demande à s'inscrire, sept ans après la date à laquelle elle a cessé d'agir à ce titre pour le compte de cette société.

3) Si la personne physique inscrite ou la personne physique qui demande à s'inscrire désigne un mandataire aux fins de signification, la société parrainante conserve l'acte de désignation original signé par la personne pendant la période prévue au sous-paragraphe b du paragraphe 2.

4) La société parrainante qui conserve un document conformément au paragraphe 2 ou 3 relativement à des renseignements présentés à la BDNI y inscrit le numéro de présentation de renseignements à la BDNI.

PARTIE 7 DISPENSE

7.1. Dispense

1) L'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie des dispositions du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions prévues par la dispense.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Ontario, cette dispense est accordée conformément à la loi visée à l'annexe B de la Norme canadienne 14-101, Définitions adoptée par la Commission des valeurs mobilières du Québec en vertu de la décision n° 2001-C-0274 du 12 juin 2001, vis-à-vis du territoire intéressé.

PARTIE 8 DISPOSITIONS FINALES

8.2. Le Règlement 33-109Q sur les renseignements concernant l'inscription approuvé par l'arrêté ministériel n° 2004-06 du 2 décembre 2004 est abrogé.

8.1. Au Québec, les dispositions du présent règlement ont préséance sur les dispositions du Titre cinquième du Règlement sur les valeurs mobilières édicté par le décret n° 660-83 du 30 mars 1983 (1983, *G.O.* 2, 1511) qui lui sont incompatibles.

8.3. Le présent règlement entre en vigueur le 15 mai 2007.

ANNEXE 33-109A1**Avis de cessation de relation**

Veillez inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'agent responsable en format papier.

1. Personne physique

Nom : _____

Numéro BDNI : _____

2. Établissement

Adresse : _____

Numéro BDNI : _____

3. Cessation de relation

Date d'effet : _____

Indiquer si la personne :

a été congédiée pour un motif déterminé

a été congédiée alors que son dossier était en règle

a démissionné alors que son dossier était en règle

est décédée _____

Donner les renseignements suivants :

plaintes non réglées des clients :

mesures disciplinaires internes :

restrictions imposées pour manquement aux exigences réglementaires :

obligations financières de la personne à l'endroit de ses clients :

Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisées par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice « A ».

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

ATTESTATIONS

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire du déposant BDNI. En cochant cette case, j'atteste que toutes les déclarations de fait contenues dans ces renseignements m'ont été communiquées par le déposant BDNI.

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncée au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

Appendice « A »

Collecte et utilisation de renseignements personnels

Coordonnées

Alberta
Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2P 3C4
Attention : Information Officer
Téléphone : (403) 297-6454

Colombie-Britannique
British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, British Columbia V7Y 1L2
Attention : Freedom of Information Officer
Téléphone : (604) 899-6500 ou (800) 373-6393
(en C.-B.)

Manitoba
Commission des valeurs mobilières du Manitoba
400, avenue St-Mary, bureau 500
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Attention : Director - Legal
Téléphone : (204) 945-4508

Nouveau-Brunswick
New Brunswick Securities Commission
85 Charlotte Street, Suite 300
Saint John, New Brunswick E2L 2J2
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Attention : Director Market Regulation
Directeur de la réglementation du marché
Téléphone : (506) 658-3021

Terre-Neuve-et-Labrador
Securities Commission of Newfoundland
and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, Newfoundland A1B 4J6
Attention : Director of Securities
Téléphone : (709) 729-4189

Nouvelle-Écosse
Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, Nova Scotia B3J 3J9
Attention : FOI Officer
Téléphone : (902) 424-7768

Territoires du Nord-Ouest
Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
C. P. 1320
Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : (867) 920-8984

Nunavut
Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : (867) 975-6190

Ontario
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, rue Queen Ouest
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : (416) 593-8314

Île-du-Prince-Édouard
Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate
and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : (902) 368-4569

Québec
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable
de l'accès à l'information
Téléphone : (514) 395-0337 ou
(877) 525-0337 (au Québec)

Saskatchewan
Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina, Saskatchewan S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : (306) 787-5842

Yukon
Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : (867) 667-5225

ANNEXE 33-109A2

Modification ou abandon de catégories d'inscription

Veillez inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'agent responsable en format papier.

1. Personne physique

Nom : _____

Numéro BDNI : _____

2. Catégories d'inscription

Indiquer les catégories d'inscription ajoutées ou retirées :

3. Renseignements sur l'abandon d'une catégorie

Si la personne abandonne une catégorie d'inscription, donner les renseignements suivants :

plaintes non réglées de clients :

mesures disciplinaires internes :

restrictions imposées pour manquement aux exigences réglementaires au cours de son emploi au sein de la société :

obligations financières à l'endroit de ses clients :

Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

En présentant cette information, vous consentez à ce que l'autorité en valeurs mobilières qui la reçoit recueille ces renseignements personnels, les dossiers judiciaires, les dossiers émanant d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques ou d'organismes d'autorégulation, les dossiers de crédit et les relevés d'emploi qui se rapportent à vous et qui lui sont nécessaires, dans le cadre de son examen, pour vérifier, en vertu de ses pouvoirs, que vous demeurez admissible à l'inscription, s'il y a lieu, pendant la durée de votre inscription ou de votre agrément. L'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements notamment auprès d'organismes publics et privés, de personnes physiques et morales, ainsi que d'autres organismes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice « A ».

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

ATTESTATIONS

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire de la personne physique visée par cette demande. En cochant cette case, j'atteste que tous les faits déclarés dans ces renseignements m'ont été communiqués par cette personne.

Les deux attestations ci-dessous doivent être utilisées lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncée au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du demandeur ou de la personne physique autorisée

Date

Je, soussigné(e), atteste au nom de la société parrainante que la personne physique sera embauchée par la société parrainante comme personne physique inscrite ou personne physique autorisée. J'atteste que j'ai discuté des renseignements demandés dans le présent formulaire avec la personne, ou qu'un directeur de succursale ou un autre membre de la direction ou associé l'a fait, et je suis convaincu(e) qu'elle les comprend parfaitement.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

APPENDICE «A»

Collecte et utilisation de renseignements personnels

Coordonnées

Alberta
 Alberta Securities Commission,
 4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
 Calgary, Alberta T2P 3C4
 Attention : Information Officer
 Téléphone : (403) 297-6454

Colombie-Britannique
 British Columbia Securities Commission
 P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver, British Columbia V7Y 1L2
 Attention : Freedom of Information Officer
 Téléphone : (604) 899-6500 or (800) 373-6393
 (en C.-B.)

Manitoba
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 400, avenue St-Mary, bureau 500
 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
 Attention : Director - Legal
 Téléphone : (204) 945-4508

Nouveau-Brunswick
 New Brunswick Securities Commission
 85 Charlotte Street, Suite 300
 Saint John, New Brunswick E2L 2J2
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
 85, rue Charlotte, bureau 300
 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
 Attention : Director Market Regulation
 Directeur de la réglementation du marché
 Téléphone : (506) 658-3021

Terre-Neuve-et-Labrador
 Securities Commission of Newfoundland
 and Labrador
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
 Confederation Building
 St. John's, Newfoundland A1B 4J6
 Attention : Director of Securities
 Téléphone : (709) 729-4189

Nouvelle-Écosse
 Nova Scotia Securities Commission
 2nd Floor, Joseph Howe Building
 1690 Hollis Street
 P.O. Box 458
 Halifax, Nova Scotia B3J 3J9
 Attention : FOI Officer
 Téléphone : (902) 424-7768

Territoires du Nord-Ouest
 Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
 C. P. 1320
 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9
 Attention : Deputy Registrar of Securities
 Téléphone : (867) 920-8984

Nunavut
 Legal Registries Division
 Department of Justice
 Government of Nunavut
 P.O. Box 1000 Station 570
 Iqaluit, Nunavut X0A 0H0
 Attention : Deputy Registrar of Securities
 Téléphone : (867) 975-6190

Ontario
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Suite 1903, C. P. 55
20, rue Queen Ouest
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Attention : FOI Coordinator
Téléphone : (416) 593-8314

Île-du-Prince-Édouard
Securities Registry
Office of the Attorney General B Consumer, Corporate
and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8
Attention : Deputy Registrar of Securities
Téléphone : (902) 368-4569

Québec
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable
de l'accès à l'information
Téléphone : (514) 395-0337 ou
(877) 525-0337 (au Québec)

Saskatchewan
Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina, Saskatchewan S4P 3V7
Attention : Director
Téléphone : (306) 787-5842

Yukon
Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
Attention : Registrar of Securities
Téléphone : (867) 667-5225

ANNEXE 33-109A3

Établissements autres que le siège

Veillez inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'agent responsable en format papier.

Veillez cocher une case :

- Formulaire présenté pour aviser l'agent responsable de l'ouverture d'un établissement. Remplir le formulaire au complet.
- Formulaire présenté pour aviser l'agent responsable de la fermeture d'un établissement. Remplir le formulaire au complet.
- Formulaire présenté pour aviser l'agent responsable de la modification des renseignements sur un établissement présentés antérieurement. Remplir le formulaire au complet et décrire les renseignements modifiés (par exemple, « numéro de téléphone » ou « type d'établissement ») :

1. Type d'établissements

_____ succursale

_____ sous-succursale

2. Superviseur ou directeur de succursale

Numéro BDNI du superviseur ou du directeur de succursale désigné :

Nom du superviseur ou du directeur de succursale désigné :

3. Renseignements sur l'établissement

Adresse d'affaires : _____

N° de téléphone : () _____

N° de télécopieur : () _____

Adresse postale (si différente de l'adresse d'affaires) :

Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice « A ».

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

ATTESTATIONS

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire du déposant BDNI. En cochant cette case, j'atteste que toutes les déclarations de fait contenues dans ces renseignements m'ont été communiquées par le déposant BDNI.

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncée au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

APPENDICE «A»

Collecte et utilisation de renseignements personnels

Coordonnées

<p>Alberta Alberta Securities Commission, 4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W. Calgary, Alberta T2P 3C4 Attention: Information Officer Téléphone: (403) 297-6454</p>	<p>Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Attention: Freedom of Information Officer Téléphone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393 (en C.-B.)</p>
<p>Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Attention: Director - Legal Téléphone: (204) 945-4508</p>	<p>Nouveau-Brunswick New Brunswick Securities Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Attention: Director Market Regulation Directeur de la réglementation du marché Téléphone: (506) 658-3021</p>
<p>Terre-Neuve-et-Labrador Securities Commission of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's, Newfoundland A1B 4J6 Attention: Director of Securities Téléphone: (709) 729-4189</p>	<p>Nouvelle-Écosse Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax, Nova Scotia B3J 3J9 Attention: FOI Officer Téléphone: (902) 424-7768</p>
<p>Territoires du Nord-Ouest Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest C. P. 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Attention: Deputy Registrar of Securities Téléphone: (867) 920-8984</p>	<p>Nunavut Legal Registries Division Department of Justice Government of Nunavut P.O. Box 1000 Station 570 Iqaluit, Nunavut X0A 0H0 Attention: Deputy Registrar of Securities Téléphone: (867) 975-6190</p>
<p>Ontario Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Suite 1903, C. P. 55 20, rue Queen Ouest Toronto (Ontario) M5H 3S8 Attention: FOI Coordinator Téléphone: (416) 593-8314</p>	<p>Île-du-Prince-Édouard Securities Registry Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division P.O. Box 2000 Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8 Attention: Deputy Registrar of Securities Téléphone: (902) 368-4569</p>

Québec
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria
 C.P. 246, 22^e étage
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 À l'attention du responsable
 de l'accès à l'information
 Téléphone : (514) 395-0337 ou
 (877) 525-0337 (au Québec)

Saskatchewan
 Saskatchewan Financial Services Commission
 800 B1920 Broad Street
 Regina, Saskatchewan S4P 3V7
 Attention : Director
 Téléphone : (306) 787-5842

Yukon
 Department of Community Services Yukon
 P.O. Box 2703
 Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
 Attention : Registrar of Securities
 Téléphone : (867) 667-5225

ANNEXE 33-109A4

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION D'UNE PERSONNE PHYSIQUE

PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS À LA BDNI

Veillez inscrire les renseignements demandés ci-dessous dans la version électronique du formulaire qui se trouve sur le site Web de la BDNI (www.nrd.ca). Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'agent responsable en format papier.

MARCHE À SUIVRE POUR PRÉSENTER LE FORMULAIRE EN FORMAT PAPIER

1. Ce formulaire doit être rempli par la personne physique qui souhaite s'inscrire auprès d'une autorité en valeurs mobilières ou d'un organisme d'autoréglementation ou par la personne physique autorisée au service d'une société inscrite ou qui demande à s'inscrire.
2. Ce formulaire doit également être rempli par le propriétaire unique qui présente une demande d'inscription à titre de courtier, de conseiller ou de preneur ferme à une autorité en valeurs mobilières.
3. Le défaut de répondre à toutes les questions pertinentes peut occasionner un retard dans le traitement des renseignements présentés à la BDNI.
4. Les renseignements doivent être lisibles.
5. Pour remplir le formulaire, la personne physique devrait consulter le membre de la direction autorisé de sa société parrainante ou un conseiller juridique.
6. Le nombre de formulaires originaux dûment signés qui doivent être présentés auprès de l'organisme d'autoréglementation, de l'autorité en valeurs mobilières ou d'un organisme similaire varie d'une province à l'autre. En cas de doute, consultez le service d'inscription de l'organisme d'autoréglementation, l'autorité en valeurs mobilières ou l'organisme similaire auquel vous présentez votre demande.

 Rubrique 1 – Nom

1. Nom officiel

 Nom de famille

Prénom

 Deuxième prénom
 (le cas échéant)

 Troisième prénom
 (le cas échéant)

2. Autres noms

Utilisez-vous un autre nom que celui indiqué ci-dessus ou avez-vous déjà été connu sous un autre nom?

 Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir l'Appendice «A».

 Rubrique 2 – Adresse domiciliaire

Adresse actuelle

Indiquez toutes les adresses domiciliaires des 10 dernières années, y compris celles à l'étranger.

Adresse domiciliaire : _____

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

 N° de téléphone : () _____ Demeure à cette
 adresse depuis : _____

(AAAA/MM)

Si vous demeurez à cette adresse depuis moins de 10 ans, veuillez remplir l'appendice «B».

 Rubrique 3 – Renseignements personnels

Description de la personne

 Date de naissance : _____
 (AAAA/MM/JJ)

 Lieu de naissance : _____
 (ville, province, territoire ou État, pays)

 Sexe : Féminin
 Masculin

Couleur des yeux : Couleur des cheveux :

 Taille: unités impériales: _____ OU/
 unités métriques: _____

 Poids: unités impériales: _____ OU/
 unités métriques: _____

Rubrique 4 – Citoyenneté

Renseignements sur la citoyenneté

Quelle est votre citoyenneté?

- Canadienne
 Autre, précisez: _____

Si vous êtes citoyen d'un pays autre que le Canada, remplissez la section suivante. Vous ne devez fournir ces renseignements que sur une seule citoyenneté.

N° de passeport: _____ Pays de
citoyenneté: _____

Date d'émission: _____
(AAAA/MM/JJ)

Lieu d'émission: _____
(ville, province, territoire ou État, pays)

Rubrique 5 – Territoires d'inscription

Territoires

Indiquez, en cochant la case appropriée, chaque province ou territoire dans lequel vous déposez une demande :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Alberta | <input type="checkbox"/> Territoires du Nord-Ouest | <input type="checkbox"/> Île-du-Prince-Édouard |
| <input type="checkbox"/> Colombie-Britannique | <input type="checkbox"/> Nouvelle-Écosse | <input type="checkbox"/> Québec |
| <input type="checkbox"/> Manitoba | <input type="checkbox"/> Nunavut | |
| <input type="checkbox"/> Saskatchewan | | |
| <input type="checkbox"/> Nouveau-Brunswick | <input type="checkbox"/> Ontario | |
| <input type="checkbox"/> Territoire du Yukon | | |
| <input type="checkbox"/> Terre-Neuve-et-Labrador | | |

Rubrique 6 – Catégories d'inscription

Catégories

Indiquez, en cochant la case appropriée à l'appendice «C», chaque catégorie d'inscription pour laquelle vous présentez le formulaire. Si vous êtes une personne physique autorisée et que vous ne présentez pas de demande d'inscription, indiquez chaque catégorie qui décrit le poste que vous occupez au sein de votre société parrainante.

Rubrique 7 – Domicile élu et mandataire aux fins de signification

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable. Veuillez remplir l'appendice «D» pour chaque domicile élu supplémentaire que vous indiquez.

Domicile élu: _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone: () _____
Numéro de télécopieur: () _____

Adresse électronique : _____

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit être celui du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____

Prénom

Nom de famille

Rubrique 8 – Compétences

1. Renseignements sur les cours ou les examens

Veuillez indiquer à l'appendice « E » les cours et les examens que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé.

Si vous n'êtes pas tenu de remplir les exigences relatives aux cours ou aux examens en vertu de la législation en valeurs mobilières ou des règlements d'un organisme d'autoréglementation, vous n'avez pas à remplir cette section.

2. Numéros d'étudiant

Indiquez vos numéros d'étudiant ci-dessous :

Institut canadien des valeurs mobilières (ICVM) : _____

L'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC) : _____

Institut des banquiers canadiens (IBC) : _____

Association for Investment Management and Research (AIMR) : _____

Association canadienne des conseillers en assurance et en finance : _____

3. Refus de dispense

Une autorité en valeurs mobilières ou un organisme d'autoréglementation vous a-t-il déjà refusé une dispense d'un cours, d'un examen ou d'une exigence en matière d'expérience? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir l'appendice « F ».

Rubrique 9 – Établissement d'emploi

Établissement d'emploi

Veuillez fournir les renseignements sur l'établissement de votre société parrainante où vous projetez de travailler. Si vous projetez de travailler à plus d'une adresse, veuillez fournir les renseignements sur l'établissement où vous exercerez principalement vos activités.

Numéro BDNI: _____

Adresse d'affaires: _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Numéro de téléphone: () _____

Numéro de télécopieur: () _____

Cochez cette case si l'adresse postale de l'établissement est la même que l'adresse d'affaires indiquée ci-dessus. Si ce n'est pas le cas, veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous.

Adresse postale: _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

Rubrique 10 – Emploi actuel

Renseignements sur l'emploi

Veuillez fournir à l'appendice «G» les renseignements demandés sur vos activités professionnelles actuelles, y compris auprès de votre société parrainante.

Cochez cette case si vous n'êtes pas tenu, en vertu de la législation en valeurs mobilières, de fournir ces renseignements.

Rubrique 11 – Emplois précédents

Renseignements sur l'emploi

Veuillez fournir à l'appendice «H» les renseignements demandés sur vos activités professionnelles au cours des 10 années précédant la date de la présente demande, y compris les périodes de travail à votre compte ou de chômage. N'indiquez pas les emplois d'été durant lesquels vous étiez étudiant à temps plein.

De plus, veuillez fournir les renseignements demandés sur vos activités professionnelles en matière de valeurs mobilières et de contrats à terme boursiers (y compris les contrats à terme standardisés sur marchandises et les options sur contrats à terme sur marchandises) au cours des 10 dernières années et auparavant.

Cochez cette case si vous n'êtes pas tenu, en vertu de la législation en valeurs mobilières, de fournir ces renseignements.

Cochez cette case si les renseignements demandés dans cette section sont fournis à la rubrique 10.

Rubrique 12 – Démissions et congédiements

Renseignements sur les démissions et les congédiements

Avez-vous déjà démissionné ou été congédié à la suite d'allégations, faites par un client, une société parrainante, un organisme d'autoréglementation, une autorité en valeurs mobilières ou un autre organisme de réglementation, selon lesquelles vous auriez :

a) commis une infraction à une loi, un règlement, une règle ou une norme de conduite du secteur en matière d'investissement? Oui Non

b) manqué à vos obligations de supervision conformément aux lois, aux règlements, aux règles ou aux normes de conduite du secteur en matière d'investissement? Oui Non

c) commis une fraude ou un détournement de biens? Oui Non

Si vous avez répondu «oui» à l'une des questions ci-dessus, veuillez remplir l'appendice «I».

Rubrique 13 – Renseignements à l'attention des organismes de réglementation

1. Autorités en valeurs mobilières

a) À l'exception de votre inscription auprès de la BDNI sous le numéro que vous utilisez pour présenter cette demande, êtes-vous actuellement ou avez-vous déjà été inscrit comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en contrats à terme boursiers (y compris en contrats à terme standardisés sur marchandises et en options sur contrats à terme sur marchandises) dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 1 a) de l'appendice «J».

b) Êtes-vous actuellement, ou avez-vous déjà été associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des droits de vote afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation d'une société inscrite comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en contrats à terme boursiers (y compris en contrats à terme standardisés sur marchandises et en options sur contrats à terme sur marchandises) dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 1 b) de l'appendice «J».

c) L'inscription comme courtier ou conseiller en valeurs mobilières ou en contrats à terme boursiers (y compris en contrats à terme standardisés sur marchandises et en options sur contrats à terme sur marchandises) vous a-t-elle déjà été refusée ou a-t-elle déjà été refusée à une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation dans une province, un territoire, un État ou un pays?

Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 1 c) de l'appendice «J».

d) A-t-on déjà refusé de vous accorder une dispense d'inscription prévue par la législation en valeurs mobilières ou la législation régissant les contrats à terme boursiers (y compris les contrats à terme standardisés sur marchandises et les options sur contrats à terme sur marchandises) d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays, ou a-t-on déjà refusé d'accorder une telle dispense à une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation?

Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 1 d) de l'appendice «J».

e) Avez-vous déjà fait l'objet d'une interdiction d'opérations ou de mise en circulation, d'une ordonnance de suspension ou de cessation de vos activités, ou encore de mesures disciplinaires en vertu de la législation en valeurs mobilières ou de la législation régissant les contrats à terme boursiers (y compris les contrats à terme standardisés sur marchandises et les options sur contrats à terme sur marchandises) d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays; ou une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation a-t-elle déjà fait l'objet d'une telle interdiction ou ordonnance?

Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 1 e) de l'appendice «J».

2. Organismes d'autoréglementation

a) Avez-vous déjà, ou une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation a-t-elle déjà été membre d'une Bourse ou de tout autre organisme d'autoréglementation d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 2 a) de l'appendice «J».

b) A-t-on déjà refusé de vous inscrire ou d'inscrire une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation, à titre de membre d'une Bourse ou de tout autre organisme d'autoréglementation d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 2 b) de l'appendice «J».

c) Avez-vous déjà, ou une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation a-t-elle déjà fait l'objet d'une ordonnance d'expulsion, de suspension ou de cessation d'activités ou de mesures disciplinaires prises par une Bourse ou tout autre organisme d'autoréglementation d'une province, d'un territoire, d'un État ou d'un pays? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 2 c) de l'appendice «J».

3. Autres organismes de réglementation

a) Vous a-t-on déjà accordé une inscription ou une autorisation pour agir auprès du public à un autre titre que ceux de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en contrats à terme boursiers (y compris en contrats à terme standardisés sur marchandises et en options sur contrats à terme sur marchandises) dans une province, un territoire, un État ou un pays, ou a-t-on déjà accordé une telle inscription ou autorisation à une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 3 a) de l'appendice «J».

b) Vous a-t-on déjà refusé une inscription ou une autorisation pour agir auprès du public à un autre titre que ceux de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en contrats à terme boursiers (y compris en contrats à terme standardisés sur marchandises et en options sur contrats à terme sur marchandises) dans une province, un territoire, un État ou un pays, ou a-t-on déjà refusé une telle inscription ou autorisation à une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 3 b) de l'appendice «J».

c) Avez-vous déjà fait l'objet d'une ordonnance de suspension ou de cessation d'activités ou encore de mesures disciplinaires en vertu d'une loi régissant les relations avec le public à un autre titre que ceux de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en contrats à terme boursiers (y compris en contrats à terme standardisés sur marchandises et en options sur contrats à terme sur marchandises) dans une province, un territoire, un État ou un pays, ou est-ce qu'une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation a déjà fait l'objet d'une telle mesure? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 3 c) de l'appendice «J».

Rubrique 14 – Renseignements sur les infractions criminelles

Infractions criminelles, provinciales et territoriales

En ce qui a trait aux questions b) et d) ci-dessous, si votre société ou vous-même avez plaidé coupable ou été déclaré coupable d'une infraction, vous devez le signaler même si une absolution inconditionnelle ou conditionnelle a été prononcée. Vous n'êtes tenu de divulguer aucune infraction pour laquelle la réhabilitation a été octroyée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada), à moins que cette réhabilitation n'ait été révoquée. Vous n'êtes pas tenu de divulguer les infractions au Code de la route.

a) Y a-t-il actuellement une accusation en instance contre vous relativement à une infraction?
 Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section a) de l'appendice «K».

b) Depuis l'âge de 18 ans, avez-vous déjà été déclaré coupable d'une infraction, plaidé coupable pour une infraction ou omis de contester votre culpabilité? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section b) de l'appendice «K».

c) A-t-on déjà porté contre vous, ou contre une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous êtes ou étiez, au moment des faits, associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation, des accusations d'infraction? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section c) de l'appendice «K».

d) Est-ce qu'une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) a déjà été déclarée coupable d'une infraction, plaidé coupable pour une infraction ou omis de contester sa culpabilité lorsque vous en étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section d) de l'appendice «K».

Rubrique 15 – Renseignements sur les poursuites civiles

Poursuites civiles actuelles et passées

a) Avez-vous, ou une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation, déjà été défendeur ou intimé dans une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, fausses déclarations ou conduite similaire? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section a) de l'appendice « L ».

b) À l'exception des renseignements divulgués à la rubrique 15 a), étiez-vous, au moment des événements qui ont donné lieu à la poursuite civile, associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation d'une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) défenderesse ou intimée dans une poursuite civile pour fraude, vol, tromperie, fausses déclarations ou conduite similaire? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section b) de l'appendice « L ».

Rubrique 16 – Renseignements sur la situation financière

1. Faillite

Avez-vous déjà, ou une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation a-t-elle déjà :

a) fait l'objet d'une requête de mise en faillite ou fait une cession volontaire relativement à une faillite?
 Oui Non

b) fait une proposition en vertu d'une loi sur la faillite ou l'insolvabilité? Oui Non

c) fait l'objet de poursuites en vertu d'une loi sur la liquidation, la dissolution ou les arrangements avec les créanciers? Oui Non

d) fait l'objet de poursuites, intenté des poursuites ou encore conclu un concordat ou un compromis avec des créanciers (y compris la nomination d'un séquestre, d'un séquestre-gérant, d'un administrateur ou d'un syndic, par les créanciers ou à leur demande, à titre privé, par un tribunal ou par l'agent responsable pour prendre possession de vos biens)? Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez remplir la section 1 de l'appendice « M ».

2. Dettes

Avez-vous déjà été incapable de remplir une obligation financière totalisant 500 \$ ou plus à son échéance, ou une société (autre que votre société parrainante ou une société qui est ou a été inscrite dans un territoire canadien et qui est indiquée à la rubrique 13 1) b)) dont vous étiez associé, administrateur, membre de la direction ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation a-t-elle déjà été incapable de remplir une obligation financière à son échéance?

Oui Non

Si vous avez répondu « oui » à l'une des questions ci-dessus, veuillez remplir la section 2 de l'appendice « M ».

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Vous a-t-on déjà refusé un cautionnement ou une assurance détournement et vol? Oui Non

Si vous avez répondu « oui », veuillez remplir la section 3 de l'appendice « M ».

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Êtes-vous ou avez-vous déjà été sous le coup :

- a) de saisies-arrêts?
- b) de jugements non exécutés?
- c) de directives de paiement? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir la section 4 de l'appendice «M».

Rubrique 17 – Maisons de courtage reliées

Maisons de courtage et participation

Êtes-vous associé, administrateur ou membre de la direction d'une société autre que votre société parrainante, ou détenteur de titres avec droit de vote représentant plus de 10 % des votes afférents à l'ensemble des titres avec droit de vote en circulation d'une société (y compris votre société parrainante), dont les activités principales sont celles de courtier ou de conseiller en valeurs mobilières ou en contrats à terme boursiers (y compris en contrats à terme standardisés sur marchandises et en options sur contrats à terme sur marchandises)? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir l'appendice «N».

Mandataire aux fins de signification

En présentant ce formulaire, vous attestez que vous avez nommé un mandataire aux fins de signification conformément aux exigences de l'agent responsable ou de la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé.

Acceptation de compétence

En présentant ce formulaire, vous acceptez irrévocablement et sans réserve la compétence non exclusive des tribunaux judiciaires, quasi judiciaires et administratifs de chacun des territoires dans lesquels vous le présentez et de toute instance administrative intentée dans ce territoire relativement à toute action, enquête ou instance administrative, criminelle, quasi criminelle, pénale ou autre (l'«instance») qui découle de vos activités ou qui se rapporte à vos activités à titre de personne inscrite ou de membre de la direction, d'associé ou d'administrateur d'une personne inscrite en vertu de la législation en valeurs mobilières du territoire, et vous renoncez irrévocablement à tout droit d'invoquer en défense dans une instance quelconque l'incompétence pour intenter l'instance.

Avis de collecte et d'utilisation des renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants: Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

En présentant cette information, vous consentez à ce que l'autorité en valeurs mobilières qui la reçoit recueille ces renseignements personnels, les dossiers judiciaires, les dossiers émanant d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques ou d'organismes d'autoréglementation, les dossiers de crédit et les relevés d'emploi qui se rapportent à vous et qui lui sont nécessaires, dans le cadre de son examen, pour vérifier, en vertu de ses pouvoirs, que vous demeurez admissible à l'inscription, s'il y a lieu, pendant la durée de votre inscription ou de

votre agrément. L'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements notamment auprès d'organismes publics et privés, de personnes physiques et morales, ainsi que d'autres organismes.

Aux fins de l'inscription, ces renseignements personnels serviront principalement à vérifier que vous demeurez admissible à l'inscription conformément à la législation en valeurs mobilières applicable.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'appendice «O». Au Québec, vous pouvez également adresser vos questions à la Commission d'accès à l'information du Québec (1 888 528-7741, site Web : www.cai.gouv.qc.ca).

MISE EN GARDE: Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

Attestation

L'attestation ci-dessous doit être utilisée lorsque vous présentez le présent formulaire en format BDNI.

Je présente ces renseignements en ma qualité de mandataire de la personne physique visée par cette demande. En cochant cette case, j'atteste que tous les faits déclarés dans ces renseignements m'ont été communiqués par cette personne.

Les deux attestations ci-dessous doivent être utilisées lorsque vous présentez le présent formulaire en format papier.

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les renseignements demandés et la mise en garde énoncées au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du demandeur ou de la personne physique autorisée

Date

Je, sousigné(e), atteste au nom de la société parrainante que la personne physique sera embauchée par la société parrainante comme personne physique inscrite ou autorisée. J'atteste que j'ai discuté des renseignements demandés dans le présent formulaire avec la personne physique, ou qu'un directeur de succursale ou un autre membre de la direction ou associé l'a fait, et je suis convaincu(e) qu'elle les comprend parfaitement.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

APPENDICE «A»

Nom

Rubrique 1

Autres noms

Nom de famille

Prénom

Deuxième prénom
(le cas échéant)

Troisième prénom
(le cas échéant)

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance de la cour, nom d'usage courant).

Quand avez-vous utilisé ce nom?

De : _____

À : _____
(AAAA/MM)

(AAAA/MM)

_____ Nom de famille	_____ Prénom	_____ Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i>	_____ Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i>
-------------------------	-----------------	---	--

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance de la cour, nom d'usage courant).

_____ Quand avez-vous utilisé ce nom? À : _____ (AAAA/MM)	_____ De : _____ (AAAA/MM)
--	----------------------------------

_____ Nom de famille	_____ Prénom	_____ Deuxième prénom <i>(le cas échéant)</i>	_____ Troisième prénom <i>(le cas échéant)</i>
-------------------------	-----------------	---	--

Indiquez les raisons pour lesquelles vous utilisez ce nom (par exemple, mariage, divorce, ordonnance de la cour, nom d'usage courant).

_____ Quand avez-vous utilisé ce nom? À : _____ (AAAA/MM)	_____ De : _____ (AAAA/MM)
--	----------------------------------

APPENDICE « B »

Adresse domiciliaire

Rubrique 2

Adresses précédentes

Il n'est pas nécessaire d'indiquer les codes postaux ou les numéros de téléphone correspondant aux adresses précédentes.

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

_____ Quand avez-vous demeuré à cette adresse? À : _____ (AAAA/MM)	_____ De : _____ (AAAA/MM)
---	----------------------------------

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

_____ Quand avez-vous demeuré à cette adresse? À : _____ (AAAA/MM)	_____ De : _____ (AAAA/MM)
---	----------------------------------

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

_____ Quand avez-vous demeuré à cette adresse? À : _____ (AAAA/MM)	_____ De : _____ (AAAA/MM)
---	----------------------------------

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____
À : _____ (AAAA/MM) (AAAA/MM)

Adresse domiciliaire : _____
(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Quand avez-vous demeuré à cette adresse? De : _____
À : _____ (AAAA/MM) (AAAA/MM)

APPENDICE « C »

Catégories d'inscription

Rubrique 6

Catégories

Indiquez, en cochant la case appropriée, les catégories pour lesquelles vous présentez une demande.

Alberta

Représentant de commerce	Actionnaire
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Directeur de succursale
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Membre de la direction (services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Cadre subalterne (services-conseils)
Administrateur	Associé (services-conseils)
	Associé (autre que services-conseils)

Colombie-Britannique

Représentant de commerce	Membre de la direction (services-conseils)
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Associé (autre que services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Administrateur (services-conseils)
Administrateur (avec privilège de négociation)	Administrateur (autre que services-conseils)
Administrateur (sans privilège de négociation)	Employé – services-conseils
Responsable de la conformité	
Actionnaire	
Directeur de succursale	

Manitoba

Représentant de commerce	Membre de la direction adjoint – services-conseils
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Associé adjoint – services-conseils
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Administrateur adjoint – services-conseils
Associé (avec privilège de négociation)	Employé adjoint – services-conseils
Associé (sans privilège de négociation)	Sans privilège de négociation
Administrateur (avec privilège de négociation)	Membre de la direction
Administrateur (sans privilège de négociation)	Associé
Directeur de succursale	Gestionnaire de portefeuille – contrats à terme
Membre de la direction – services-conseils	Gestionnaire de portefeuille adjoint – contrats à terme

Associé – services-conseils	Négociateur en Bourse
Administrateur – services-conseils	Courtier en Bourse
Membre de la direction – autre que services-conseils	Négociateur individuel de parquet
Associé – autre que services-conseils	Conseiller
Administrateur – autre que services-conseils	
Employé – services-conseils	

Nouveau Brunswick

Représentant de commerce	Responsable de la conformité
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (services-conseils)
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Cadre subalterne (services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Administrateur	Associé (autre que services-conseils)
Actionnaire	Membre de la direction (services-conseils ou avec privilège de négociation et services-conseils)
Membre de la direction (sans privilège de négociation, autre que services-conseils)	Cadre subalterne (services-conseils ou avec privilège de négociation et services-conseils)
Représentant de commerce – fonds communs de placement (seulement)	Associé (services-conseils ou avec privilège de négociation et services-conseils)
Directeur de succursale	Associé (autre que services-conseils, sans privilège de négociation)
Représentant	Propriétaire unique (services-conseils)

Terre-Neuve et Labrador

Négociateur en Bourse	Membre de la direction (services-conseils)
Représentant de commerce	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Administrateur
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Actionnaire
Administrateur	Associé (services-conseils)
Actionnaire	Associé (autre que services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Directeur de succursale
Associé (sans privilège de négociation)	
Directeur de succursale	

Territoires du Nord-Ouest

Représentant de commerce	Actionnaire
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Directeur de succursale
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Représentant (services-conseils)
Administrateur	Membre de la direction (services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Propriétaire unique	Associé (autre que services-conseils)

Nouvelle-Écosse

Représentant de commerce	Membre de la direction (services-conseils)
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Associé adjoint
Propriétaire unique (avec privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Administrateur	Associé (autre que services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Propriétaire unique (services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	

Nunavut

Représentant de commerce	Actionnaire
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Directeur de succursale
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Représentant (services-conseils)
Administrateur	Membre de la direction (services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Propriétaire unique	Associé (autre que services-conseils)

Ontario

Sauf indication contraire, les catégories ci-dessous sont prévues par la *Loi sur les valeurs mobilières* et la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*.

Négociateur en Bourse	Représentant adjoint – services-conseils (catégorie de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> seulement)
Représentant	Membre de la direction (services-conseils)
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Membre de la direction adjoint – services-conseils (catégorie de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> seulement)
Associé (avec privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Associé (autre que services-conseils)
Propriétaire unique (avec privilège de négociation)	Associé adjoint (catégorie de la <i>Loi sur les valeurs mobilières</i> seulement)
Administrateur	Propriétaire unique (services-conseils)
Représentant – services-conseils	Actionnaire

Île-du-Prince-Édouard

Représentant de commerce	Directeur de succursale
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Responsable de la conformité
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Responsable de la consultation (responsable)
Associé (avec privilège de négociation)	Responsable de la consultation (associé)
Associé (sans privilège de négociation)	Responsable de la consultation (autre)
Administrateur	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Actionnaire	Associé (autre que services-conseils)

Québec

Courtier	Conseiller
Représentant	Représentant (gestionnaire de portefeuille)
Représentant – épargne collective	Représentant (conseil)
Représentant – fonds de marché à terme	Représentant autorisé en produits dérivés-Options
Représentant – parts permanentes et privilégiées	Représentant autorisé en produits dérivés-Contrats à terme
Représentant – contrats d'investissement	Membre du conseil d'administration
Représentant – plan de bourses d'études	Membre de la direction
Membre du conseil d'administration	Membre de la direction responsable des produits dérivés-Options
Membre de la direction	Membre de la direction responsable des produits dérivés-Contrats à terme
Dirigeant responsable des activités au Québec	Actionnaire
Responsable de la conformité	Dirigeant responsable des activités au Québec
Correspondant (personne contact)	Associé
Responsable de succursale	
Actionnaire	

Associé

Saskatchewan

Représentant de commerce	Employé (services-conseils)
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (services-conseils)
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Associé (autre que services-conseils)
Administrateur	

Yukon

Représentant de commerce	Actionnaire
Membre de la direction (avec privilège de négociation)	Membre de la direction (services-conseils)
Membre de la direction (sans privilège de négociation)	Membre de la direction (autre que services-conseils)
Associé (avec privilège de négociation)	Associé (services-conseils)
Associé (sans privilège de négociation)	Associé (autre que services-conseils)
Administrateur	Propriétaire unique (services-conseils)
Propriétaire unique (avec privilège de négociation)	
Directeur de succursale	

Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières

Associé (du secteur)	Représentant inscrit en organismes de placement collectif
Associé (autre secteur)	Représentant inscrit (clientèle de détail)
Administrateur (du secteur)	Représentant inscrit (clientèle institutionnelle)
Administrateur (autre secteur)	Représentant inscrit - options (clientèle de détail)
Membre de la direction (négociant)	Représentant inscrit - options (clientèle institutionnelle)
Membre de la direction (non négociant)	Représentant inscrit - options sur contrats à terme (clientèle de détail)
Investisseur (du secteur)	Représentant inscrit - options sur contrats à terme (autre que de détail)
Investisseur (hors secteur)	Négociant - CATS
Chef de la conformité	Négociant - TradeCDNX
Personne désignée responsable	Négociant - Agent de parquet des opérations sur marchandises
Personne désignée suppléante	Gestionnaire adjoint de portefeuille - titres seulement
Responsable désigné des contrats à terme et options sur contrats à terme	Gestionnaire adjoint de portefeuille - options sur contrats à terme
Responsable suppléant des contrats à terme et options sur contrats à terme	Gestionnaire adjoint de portefeuille - options sur contrats à terme
Directeur des ventes	Gestionnaire de portefeuille - titres seulement
Directeur de succursale	Gestionnaire de portefeuille - options
Codirecteur de succursale	Gestionnaire de portefeuille - options sur contrats à terme
Directeur adjoint de succursale	
Superviseur des contrats à terme et options sur contrats à terme	
Représentant en placement en organismes de placement collectif	
Représentant en placement (clientèle de détail)	
Représentant en placement (clientèle institutionnelle)	
Représentant en placement - options (clientèle de détail)	
Représentant en placement - options (clientèle institutionnelle)	
Représentant en placement en contrats à terme (clientèle de détail)	
Représentant en placement en contrats à terme (clientèle institutionnelle)	

APPENDICE «D»

Domicile élu et mandataire aux fins de signification

Rubrique 7

Domicile élu

1. Domicile élu

Vous devez avoir un domicile élu dans chaque province ou territoire dans lequel vous agissez à titre de personne physique inscrite ou autorisée ou demandez à le devenir. Une case postale ne constitue pas un domicile élu acceptable.

Domicile élu : _____
(numéro, rue, ville, province ou territoire, code postal)

Numéro de téléphone : () _____ Numéro de télécopieur : () _____

Adresse électronique : _____

2. Mandataire aux fins de signification

Si vous avez désigné un mandataire aux fins de signification, veuillez fournir les renseignements demandés ci-dessous. Le domicile élu indiqué dans la section précédente doit être celui du mandataire désigné ci-dessous.

Nom du mandataire : _____

Personne-ressource : _____
Nom Prénom

APPENDICE «E»

Compétences

Rubrique 8

Renseignements sur les cours ou les examens

Veillez indiquer les cours et les examens que vous avez réussis ou dont vous avez été dispensé.

COURS OU EXAMEN	DATE DE FIN DU COURS/DE L'EXAMEN	DATE DE LA DISPENSE ET TERRITOIRE OU AGENT RESPONSABLE QUI L'A ACCORDÉE (AAAA/MM/JJ)
Programme de formation de 30 jours		
Programme de formation de 90 jours		
Examen des négociateurs - ACE		
Gestion des risques - marchés agricoles		
Cours de responsable de la conformité de la succursale		
Cours à l'intention des directeurs de succursale (anciennement Examen d'aptitude de directeur de succursale)		

Examen canadien sur les contrats à terme de marchandises

Examen d'aptitude pour les responsables des contrats à terme

Cours sur les fonds distincts et les fonds communs de placement (offert au Québec seulement)

Examen canadien sur les contrats à terme (première partie)

Examen canadien sur les contrats à terme (deuxième partie)

Cours sur le financement et l'investissement au Canada
– première partie

Cours sur le financement et l'investissement au Canada
– deuxième partie

Cours des fonds d'investissement canadiens

Programme de gestionnaire de placements canadien
(première partie)

Programme de gestionnaire de placements canadien
(deuxième partie)

Cours sur le marché des options au Canada

Cours sur le commerce des valeurs mobilières au Canada

Examen CATS – oral

Examen CATS – écrit

Certified Financial Planners Program
(offert en anglais seulement)

Chartered Financial Analyst Charter
(offert en anglais seulement)

Chartered Financial Analyst Course (Level I)
(offert en anglais seulement)

Chartered Financial Analyst Course (Level II)
(offert en anglais seulement)

Chartered Financial Analyst Course (Level III)
(offert en anglais seulement)

Commodity Futures Examination (Part I)
(offert en anglais seulement)

Commodity Futures Examination (Part II)
(offert en anglais seulement)

Cours relatif au Manuel sur les normes de conduite

Cours d'initiation aux produits dérivés

Derivatives Operational Management Course
(offert en anglais seulement)

Séminaire sur la gestion efficace

Gestion des risques - Marchés énergétiques

Ensis Growth Fund - Understanding Labour Sponsored
Investment Funds (Full Course) (offert en anglais seulement)

Examen basé sur le manuel des représentants inscrits

Fellow de l'Institut canadien des valeurs mobilières

Gestion des risques - marchés financiers

Examen basé sur le manuel des représentants inscrits

Futures Floor Trader Examination (Bourse de Winnipeg)
(offert en anglais seulement)

Cours sur la négociation des contrats à terme

General Securities Representative Examination (Series 7)
(offert en anglais seulement)

In-House Scholarship Training Program
(offert en anglais seulement)

Cours sur les fonds d'investissement au Canada

Techniques de gestion des placements

Cours sur les fonds d'investissement des travailleurs

Examen national sur les contrats à terme de marchandises

New Entrants Examination (offert en anglais seulement)

Officers' Partners' and Directors' Course
(offert en anglais seulement)

Cours sur les opérations au Canada

Cours sur la négociation des options

Cours sur les stratégies d'options

Cours à l'intention des responsables des contrats d'options

Cours à l'intention des associés, administrateurs et membre
de la directions

Diplôme en planification financière personnelle

Méthodes de gestion de portefeuille

Principles of Mutual Funds Investment Course
(offert en anglais seulement)

Cours sur la planification financière

Professional Options Trader Examination
(offert en anglais seulement)

Real Estate Agent's Pre-Licensing Course
(offert en anglais seulement)

Examen d'aptitude de responsable des contrats d'options

Cours d'analyse technique

Cours de formation à l'intention des négociateurs

Examen des négociateurs - VCT

Cours sur la gestion du patrimoine

Autre (veuillez préciser):

Autre (veuillez préciser):

Autre (veuillez préciser):

Autre (veuillez préciser):

APPENDICE « F »

Compétences

Rubrique 8

Refus de dispense

Veuillez fournir les renseignements suivants sur chaque dispense refusée.

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'organisme d'autoréglementation qui a refusé de vous accorder la dispense:

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise:

Indiquez le motif de refus:

Indiquez l'autorité en valeurs mobilières ou l'organisme d'autoréglementation qui a refusé de vous accorder la dispense:

Indiquez le cours, l'examen ou l'expérience requise:

Indiquez le motif de refus:

APPENDICE «G»

Emploi actuel

Rubrique 10

Renseignements sur l'emploi

Veillez fournir les renseignements demandés sur vos activités professionnelles actuelles, y compris auprès de votre société parrainante.

- Chômeur
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

À partir de : _____
(AAAA/MM/JJ)

Vous n'êtes tenu de remplir la section suivante que si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes employé ou travailleur autonome.

Nom de l'entreprise ou de l'employeur : _____

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur : _____

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat : _____

Décrivez le type d'activités professionnelles ainsi que vos fonctions. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir ci-dessous les renseignements appropriés (par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe et votre expérience en matière de recherche):

Indiquez le nombre d'heures par semaine que vous consacrerez à ces activités professionnelles : _____

Si vous exercez les activités professionnelles décrites ci-dessus auprès de votre société parrainante et que vous y consacrez moins de 30 heures par semaine, veuillez en donner les raisons :

Si vous n'exercez pas les activités professionnelles décrites ci-dessus auprès de votre société parrainante, veuillez déclarer tout risque de confusion pour les clients et tout conflit d'intérêts possible entre les activités professionnelles décrites ci-dessus et les activités que vous envisagez d'exercer à titre de personne inscrite (en indiquant si l'entreprise est inscrite à la cote d'une bourse): _____

APPENDICE «H»

Emplois précédents

Rubrique 11

Renseignements sur l'emploi

Veillez fournir les renseignements demandés sur vos activités professionnelles au cours des 10 années précédant la date de la présente demande, y compris les périodes de travail à votre compte ou de chômage. N'indiquez pas les emplois d'été durant lesquels vous étiez étudiant à temps plein.

De plus, veuillez fournir les renseignements demandés sur vos activités en matière de valeurs mobilières et de contrats à terme boursiers (y compris les contrats à terme standardisés sur marchandises et les options sur contrats à terme sur marchandises) au cours des 10 dernières années et auparavant.

- Chômeur
- Étudiant à temps plein
- Employé ou travailleur autonome

De: _____ À: _____
(AAAA/MM/JJ) (AAAA/MM/JJ)

Vous devez remplir la section suivante seulement si vous avez indiqué ci-dessus que vous êtes ou étiez employé ou travailleur autonome.

Nom de l'entreprise ou de l'employeur: _____

Adresse de l'entreprise ou de l'employeur: _____

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays)

Nom et titre du supérieur immédiat: _____

Décrivez le type d'activités professionnelles ainsi que vos fonctions. Si vous demandez un type d'inscription qui exige une expérience particulière, veuillez fournir ci-dessous les renseignements appropriés (par exemple, votre niveau de responsabilité, la valeur des comptes sous votre supervision directe et votre expérience en recherche):

APPENDICE «I»

Cessations d'emploi et congédiements

Rubrique 12

Renseignements sur les démissions et les congédiements

Pour chaque démission ou congédiement, veuillez indiquer ci-dessous: 1) le nom de la société dont vous avez démissionné ou qui vous a congédié; 2) s'il s'agit d'une démission ou d'un congédiement; 3) la date de votre démission ou de votre congédiement; 4) les circonstances relatives à votre démission ou à votre congédiement (en précisant si les allégations ont été faites par un client, une société parrainante, un organisme d'autorégulation ou une autorité en valeurs mobilières).

APPENDICE «J»

Renseignements à l'attention des organismes de réglementation

Rubrique 13

1. Autorités en valeurs mobilières

a) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de l'autorité en valeurs mobilières auprès de laquelle vous êtes (étiez) inscrit ou qui a délivré le permis ; 2) le type de catégorie d'inscription ou de permis ; 3) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société ; 2) l'autorité en valeurs mobilières auprès de laquelle vous êtes (étiez) inscrit ou qui a délivré le permis ; 3) le type de catégorie d'inscription ou de permis ; 4) la période pendant laquelle vous étiez inscrit ou déteniez le permis.

c) Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vu refuser l'inscription ou le permis ; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé l'inscription ou le permis ; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé ; 4) la date du refus ; 5) les motifs du refus.

d) Pour chaque demande de dispense d'inscription refusée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser la dispense ; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a refusé d'accorder la dispense ; 3) la date du refus de la dispense ; 4) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

e) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée ; 2) le nom de l'autorité en valeurs mobilières qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, s'il y a lieu ; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant ; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions imposées, le cas échéant) ; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

2. Organismes d'autoréglementation

a) Pour chaque adhésion ou participation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom du membre ou de l'organisme participant ; 2) le nom de l'organisme d'autoréglementation dont fait (faisait) partie le membre ou l'organisme participant ; 3) le type ou la catégorie d'adhésion ou de participation ; 4) la période d'adhésion ou de participation.

b) Pour chaque adhésion ou participation refusée, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'adhésion ou la participation ; 2) le nom de l'organisme d'autoréglementation qui a refusé l'adhésion ou la participation ; 3) le type ou la catégorie d'adhésion ou de participation ; 4) la date du refus ; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée ; 2) le nom de l'organisme d'autoréglementation qui a rendu l'ordonnance ou engagé la procédure ; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant ; 4) la date à laquelle l'ordonnance a été rendue ou le règlement conclu, le cas échéant ; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions imposées, le cas échéant) ; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

3. Autres organismes de réglementation

a) Pour chaque inscription ou permis, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie inscrite ou titulaire du permis ; 2) le nom de l'agent responsable ou de la loi régissant l'inscription ou le permis ; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis ; 4) la période pendant laquelle la partie était inscrite ou détenait le permis.

b) Pour chaque inscription ou permis refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui s'est vue refuser l'inscription ou le permis ; 2) par quel agent responsable ou en vertu de quelle loi l'inscription ou le permis a été refusé ; 3) le type ou la catégorie d'inscription ou de permis refusé ; 4) la date du refus ; 5) les motifs du refus.

c) Pour chaque ordonnance ou procédure disciplinaire, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie contre laquelle l'ordonnance a été rendue ou la procédure engagée ; 2) par quel agent responsable ou en vertu de quelle loi l'ordonnance a été rendue ou la procédure a été engagée ; 3) la date à laquelle l'avis de procédure a été envoyé, le cas échéant ; 4) la date de l'ordonnance ou du règlement, le cas échéant ; 5) un résumé de tout avis, de toute ordonnance ou de tout règlement (y compris les sanctions imposées, le cas échéant) ; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

APPENDICE «K»

Renseignements sur les infractions criminelles

Rubrique 14

Infractions criminelles, provinciales et territoriales

a) Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) l'accusation ; 2) la date de l'accusation ; 3) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant ; 4) l'emplacement du tribunal.

b) Pour chaque condamnation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) l'infraction ; 2) la date de la condamnation ; 3) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

c) Pour chaque accusation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société ; 2) l'accusation ; 3) la date de l'accusation ; 4) la date du procès ou de l'appel, le cas échéant ; 5) l'emplacement du tribunal.

d) Pour chaque condamnation, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société ; 2) l'infraction ; 3) la date de la condamnation ; 4) la décision rendue (en précisant la pénalité ou l'amende et la date de paiement de l'amende).

APPENDICE «L»

Renseignements sur les poursuites civiles

Rubrique 15

Poursuites civiles actuelles et passées

a) Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir ci-dessous : 1) le nom de la partie défenderesse ou intimée ; 2) le nom de chaque demandeur ; 3) si la poursuite est en instance, si la décision a été portée en appel ou si elle est définitive ; 4) le territoire où la poursuite a été intentée ; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement. (Indiquez aussi les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.)

b) Pour chaque poursuite civile, veuillez fournir ci-dessous : 1) le nom de la société qui était la partie défenderesse ou intimée ; 2) votre relation avec cette société ; 3) le nom de chaque demandeur ; 4) si la poursuite est en instance, si la décision a été portée en appel ou si elle est définitive ; 5) le territoire où la poursuite a été intentée ; 6) un résumé de toute décision ou de tout règlement. (Indiquez aussi les poursuites réglées sans aveu de responsabilité.)

APPENDICE «M»

Renseignements sur la situation financière

Rubrique 16

1. Faillite

Pour chaque événement, veuillez fournir ci-dessous : 1) le nom de la partie concernée ; 2) tout montant actuellement dû ; 3) les créanciers ; 4) la situation actuelle ; 5) un résumé de toute décision ou de tout règlement ; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

2. Solvabilité

Pour chaque événement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la partie qui ne s'est pas acquittée de ses obligations financières ; 2) le montant dû au moment où la partie a manqué à ses obligations ; 3) le nom de la partie à qui le montant est (était) dû ; 4) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué) ; 5) tout montant actuellement dû ; 6) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

3. Cautionnement ou assurance détournement et vol

Pour chaque cautionnement refusé, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le nom de la société de cautionnement ; 2) l'adresse de cette société ; 3) la date du refus ; 4) les motifs du refus.

4. Saisies-arrêts, jugements non exécutés ou directives de paiement

Pour chaque saisie-arrêt, jugement non exécuté ou directive de paiement, veuillez indiquer ci-dessous : 1) le montant dû au moment de la saisie-arrêt, du jugement non exécuté ou de la directive de paiement ; 2) le nom de la partie à qui le montant est (était) dû ; 3) toute date pertinente (par exemple la date d'échéance des paiements ou la date à laquelle le paiement a été effectué) ; 4) tout montant actuellement dû ; 5) tout autre renseignement que vous jugez pertinent ou qui est exigé par l'agent responsable.

APPENDICE «N»

Sociétés de courtage liées

Rubrique 17

Section 1 – Maisons de courtage liées et participation

Indiquez ci-dessous : a) le nom de la société et b) votre relation avec celle-ci.

a) Nom de la société : _____

b) Relation avec la société et durée de cette relation :

Associé De : _____ / _____ À :
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Administrateur De : _____ / _____ À :
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Membre de la direction De : _____ / _____ À :
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Détenteur de plus de 10 % des titres avec droit de vote De : _____ / _____ À : _____
(AAAA/MM) (AAAA/MM)

Si vous détenez 10 % ou plus des titres avec droit de vote de la société, veuillez remplir les sections c), d), e), f), g) et h).

c) Indiquez le nombre, la valeur, la catégorie et le pourcentage de titres ou de parts sociales que vous possédez ou envisagez d'acquérir sur approbation. Si vous acquérez des actions sur approbation, indiquez la source (par exemple, actions non émises, ou, en cas de cession, donnez le nom du cédant) :

d) Indiquez la valeur des débetures subordonnées ou des obligations de la société que vous détiendrez ou de tout autre prêt subordonné que vous consentirez à la société (*s'il y a lieu*) :

e) Si une autre partie vous a fourni des fonds pour que vous puissiez les investir dans la société, indiquez le nom de la partie, ainsi que votre relation avec elle :

f) Les fonds que vous allez investir (ou que vous proposez d'investir) sont-ils garantis directement ou indirectement par une personne ou une société? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», indiquez le nom de la partie et votre relation avec celle-ci :

g) Avez-vous directement ou indirectement renoncé à des droits afférents à ces titres ou parts sociales ou avez-vous l'intention, sur approbation de cette demande, de renoncer à ces droits, que ce soit en hypothéquant, en mettant en gage ou en grevant d'une charge en garantie les titres?

Oui Non

Si vous avez répondu «oui», indiquez le nom de la partie et votre relation avec celle-ci, et décrivez les droits auxquels vous avez renoncé ou renoncerez :

h) Le propriétaire véritable des actions, obligations, débetures, parts sociales ou autres billets que vous détenez est-il une autre personne? Oui Non

Si vous avez répondu «oui», veuillez remplir les sections i), j) et k).

i) Nom du propriétaire véritable :

Nom de famille (le cas échéant)	Prénom	Deuxième prénom (le cas échéant)	Troisième prénom
_____	_____	_____	_____

j) Adresse domiciliaire :

(numéro, rue, ville, province, territoire ou État, pays, code postal)

k) Profession :

APPENDICE «O»

Collecte et utilisation de renseignements personnels

Coordonnées

<p>Alberta Alberta Securities Commission, 4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W. Calgary, Alberta T2P 3C4 Attention: Information Officer Téléphone: (403) 297-6454</p>	<p>Colombie-Britannique British Columbia Securities Commission P.O. Box 10142, Pacific Centre 701 West Georgia Street Vancouver, British Columbia V7Y 1L2 Attention: Freedom of Information Officer Téléphone: (604) 899-6500 ou (800) 373-6393 (en C.-B.)</p>
<p>Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Attention: Director - Legal Téléphone: (204) 945-4508</p>	<p>Nouveau-Brunswick New Brunswick Securities Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Attention: Director Market Regulation Directeur de la réglementation du marché Téléphone: (506) 658-3021</p>
<p>Terre-Neuve-et-Labrador Securities Commission of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's, Newfoundland A1B 4J6 Attention: Director of Securities Téléphone: (709) 729-4189</p>	<p>Nouvelle-Écosse Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax, Nova Scotia B3J 3J9 Attention: FOI Officer Téléphone: (902) 424-7768</p>
<p>Territoires du Nord-Ouest Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest C. P. 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Attention: Deputy Registrar of Securities Téléphone: (867) 920-8984</p>	<p>Nunavut Legal Registries Division Department of Justice Government of Nunavut P.O. Box 1000 Station 570 Iqaluit, Nunavut X0A 0H0 Attention: Deputy Registrar of Securities Téléphone: (867) 975-6190</p>
<p>Ontario Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Suite 1903, C. P. 55 20, rue Queen Ouest Toronto (Ontario) M5H 3S8 Attention: FOI Coordinator Téléphone: (416) 593-8314</p>	<p>Île-du-Prince-Édouard Securities Registry Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division P.O. Box 2000 Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8 Attention: Deputy Registrar of Securities Téléphone: (902) 368-4569</p>

Québec
 Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria
 C.P. 246, 22^e étage
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 À l'attention du responsable de l'accès à l'information
 Téléphone : (514) 395-0337 ou
 (877) 525-0337 (au Québec)

Saskatchewan
 Saskatchewan Financial Services Commission
 800 B1920 Broad Street
 Regina, Saskatchewan S4P 3V7
 Attention : Director
 Téléphone : (306) 787-5842

Yukon
 Department of Community Services Yukon
 P.O. Box 2703
 Whitehorse, Yukon Y1A 2C6
 Attention : Registrar of Securities
 Téléphone : (867) 667-5225

ANNEXE 33-109A5

Modification des renseignements sur l'inscription

Instructions générales

1. Présenter ce formulaire à l'agent responsable pour l'aviser de la modification des renseignements contenus dans le Formulaire 3 ou le Formulaire 4, conformément au Règlement 33-109.
2. Si le déposant BDNI souhaite se prévaloir de la dispense pour difficultés temporaires prévue par le Règlement 31-102, il doit envoyer le présent formulaire à l'agent responsable en format papier pour l'aviser des modifications apportées aux renseignements contenus dans le Formulaire 33-109A4.
3. Si le présent formulaire concerne la modification des renseignements contenus dans le Formulaire 3, le Formulaire 4 ou le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, il doit être signé par un associé ou un membre de la direction autorisés de la société.

1. Type de formulaire

Indiquer la partie du Formulaire 3, du Formulaire 4 ou du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 visée par le présent formulaire. Dans le cas de la mise à jour du Formulaire 4 ou du formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 d'une personne physique, indiquer le nom de la personne.

- Formulaire 3, rubrique(s) _____,
- Formulaire 4, rubrique(s) _____, nom de la personne physique _____
- Formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, rubrique(s) _____, nom de la personne physique _____

2. Détails de la modification

Donner des détails sur la modification de chaque rubrique ci-dessus.

Avis de collecte et d'utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels à fournir dans le présent formulaire sont recueillis pour le compte des autorités en valeurs mobilières énoncées ci-après et utilisés par elles en vue de l'application de certaines dispositions des lois sur les valeurs mobilières des territoires suivants : Alberta, Colombie-Britannique, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Nunavut, Manitoba, Ontario, Québec, Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

En présentant cette information, vous consentez à ce que l'autorité en valeurs mobilières qui la reçoit recueille ces renseignements personnels, les dossiers judiciaires, les dossiers émanant d'autres autorités de réglementation publiques ou non publiques ou d'organismes d'autoréglementation, les dossiers de crédit et les relevés d'emploi qui se rapportent à vous et qui lui sont nécessaires, dans le cadre de son examen, pour vérifier, en vertu de ses pouvoirs, que vous demeurez admissible à l'inscription, s'il y a lieu, pendant la durée de votre inscription ou de votre agrément. L'autorité en valeurs mobilières peut recueillir les renseignements notamment auprès d'organismes publics et privés, de personnes physiques et morales, ainsi que d'autres organismes.

Vous pouvez adresser vos questions sur la collecte et l'utilisation des renseignements personnels aux autorités en valeurs mobilières des territoires dans lesquels ces renseignements sont déposés, aux adresses et aux numéros de téléphone figurant à l'Appendice « A ».

Mise en garde

Commet une infraction quiconque présente des renseignements qui, au moment et eu égard aux circonstances de leur présentation, sont faux ou trompeurs sur un point important.

ATTESTATIONS

Je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les dispositions et la mise en garde énoncées au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature de la personne physique inscrite ou autorisée

Date

(La signature n'est pas obligatoire si le formulaire concerne une modification des renseignements contenus dans le Formulaire 3.)

Si le présent formulaire concerne une modification des renseignements contenus dans le Formulaire 3, je, soussigné(e), atteste que j'ai lu et compris les dispositions et la mise en garde énoncées au présent avis et que tous les faits déclarés dans le présent formulaire sont véridiques.

Signature du membre de la direction ou de l'associé autorisé

Date

Nom de la société

APPENDICE « A »

Collecte et utilisation des renseignements personnels

Coordonnées

Alberta
Alberta Securities Commission,
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary, Alberta T2P 3C4
Attention: Information Officer
Téléphone: (403) 297-6454

Colombie-Britannique
British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, British Columbia V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Téléphone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393
(en C.-B.)

<p>Manitoba Commission des valeurs mobilières du Manitoba 400, avenue St-Mary, bureau 500 Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5 Attention : Director - Legal Téléphone : (204) 945-4508</p>	<p>Nouveau-Brunswick New Brunswick Securities Commission 85 Charlotte Street, Suite 300 Saint John, New Brunswick E2L 2J2 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick 85, rue Charlotte, bureau 300 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2 Attention : Director Market Regulation Directeur de la réglementation du marché Téléphone : (506) 658-3021</p>
<p>Terre-Neuve-et-Labrador Securities Commission of Newfoundland and Labrador P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block Confederation Building St. John's, Newfoundland A1B 4J6 Attention : Director of Securities Téléphone : (709) 729-4189</p>	<p>Nouvelle-Écosse Nova Scotia Securities Commission 2nd Floor, Joseph Howe Building 1690 Hollis Street P.O. Box 458 Halifax, Nova Scotia B3J 3J9 Attention : FOI Officer Téléphone : (902) 424-7768</p>
<p>Territoires du Nord-Ouest Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest C. P. 1320 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 2L9 Attention : Deputy Registrar of Securities Téléphone : (867) 920-8984</p>	<p>Nunavut Legal Registries Division Department of Justice Government of Nunavut P.O. Box 1000 Station 570 Iqaluit, Nunavut X0A 0H0 Attention : Deputy Registrar of Securities Téléphone : (867) 975-6190</p>
<p>Ontario Commission des valeurs mobilières de l'Ontario Suite 1903, C. P. 55 20, rue Queen Ouest Toronto (Ontario) M5H 3S8 Attention : FOI Coordinator Téléphone : (416) 593-8314</p>	<p>Île-du-Prince-Édouard Securities Registry Office of the Attorney General B Consumer, Corporate and Insurance Services Division P.O. Box 2000 Charlottetown, Prince Edward Island C1A 7N8 Attention : Deputy Registrar of Securities Téléphone : (902) 368-4569</p>
<p>Québec Autorité des marchés financiers 800, square Victoria C.P. 246, 22^e étage Montréal (Québec) H4Z 1G3 À l'attention du responsable de l'accès à l'information Téléphone : (514) 395-0337 ou (877) 525-0337 (au Québec)</p>	<p>Saskatchewan Saskatchewan Financial Services Commission 800 B1920 Broad Street Regina, Saskatchewan S4P 3V7 Attention : Director Téléphone : (306) 787-5842</p>
<p>Yukon Department of Community Services Yukon P.O. Box 2703 Whitehorse, Yukon Y1A 2C6 Attention : Registrar of Securities Téléphone : (867) 667-5225</p>	

48232

**INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 33-109
SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION**

PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION ET OBJET

1.1. Champ d'application

Le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 ») a été mis en œuvre dans tous les territoires.

1.2. Objet

Le Règlement 33-109 a pour objet de refondre et d'harmoniser les obligations de présentation et de mise à jour des renseignements concernant l'inscription.

PARTIE 2 ÉTABLISSEMENTS

2.1. Établissements

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime qu'un établissement d'une société inscrite ou d'une personne ou société qui demande à s'inscrire est un lieu (y compris une résidence) situé dans le territoire où les personnes inscrites exercent pour le compte de cette société une activité assujettie à l'obligation d'inscription.

PARTIE 3 AVIS DE MODIFICATION

3.1. Cession en bloc d'établissements et transfert en bloc de personnes physiques

1) Si la société inscrite acquiert un grand nombre d'établissements (notamment par suite d'une fusion ou de l'achat d'actifs) d'une ou plusieurs sociétés inscrites toutes situées dans les mêmes territoires et inscrites dans les mêmes catégories qu'elle et que, selon la BDNI, un nombre significatif de personnes physiques est lié à ces établissements, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable pourra dispenser des obligations suivantes les sociétés et les personnes physiques touchées par l'opération :

1. l'obligation de donner avis de toute cessation de relation, conformément à l'article 4.3 du Règlement 33-109;

2. l'obligation de donner avis à l'égard de toute personne physique qui cesse d'être une personne physique autorisée, conformément à l'article 5.2 du Règlement 33-109;

3. l'obligation de présenter une demande d'inscription à l'égard de chaque personne physique souhaitant devenir personne physique inscrite, conformément à l'article 2.2 du Règlement 33-109;

4. l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 à l'égard de chaque personne physique autorisée, conformément à l'article 3.3 du Règlement 33-109;

5. l'obligation d'aviser l'agent responsable de toute modification des renseignements sur un établissement contenus dans le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A3, conformément à l'article 3.1 du Règlement 33-109.

2) La dispense des obligations ci-dessus nécessite la présentation des renseignements suivants dans la demande :

a) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite qui acquiert les établissements;

b) les renseignements suivants sur chaque société inscrite qui cède des établissements :

i) le nom et le numéro BDNI de la société inscrite;

ii) l'adresse et le numéro BDNI de chaque établissement cédé à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*;

c) la date à laquelle les établissements seront cédés à la société inscrite visée au sous-paragraphe *a*.

3) Pour faciliter le traitement de la demande de dispense, le demandeur peut présenter les renseignements visés au paragraphe 2 de la façon prévue à l'Annexe A.

4) La demande de dispense devrait être présentée par la société inscrite qui acquerra les établissements suffisamment longtemps avant la date de la cession des établissements (la « date de cession »). L'autorité en valeurs mobilières estime actuellement qu'il devrait suffire de présenter la demande 30 jours avant la date de cession.

5) Outre d'éventuels frais de demande, des frais établis en fonction du nombre de sociétés inscrites, d'établissements, de personnes physiques inscrites et de personnes physiques autorisées touchées par l'opération seront probablement exigés pour obtenir la dispense.

6) Si la dispense est accordée, l'agent responsable demandera à l'administrateur de la BDNI, dès que possible après la date de cession, d'indiquer dans la BDNI la cession des établissements ainsi que les personnes physiques inscrites et les personnes physiques autorisées visées.

7) Les cessions en bloc touchant des sociétés inscrites dans des catégories ou des territoires différents peuvent comporter d'autres étapes. Les sociétés touchées par ce type d'opération sont invitées à demander aux agents responsables visés la marche à suivre pour pouvoir utiliser le processus de cession en bloc prévu ci-dessus.

PARTIE 4 DILIGENCE RAISONNABLE

4.1. Obligations de la société parrainante

L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que, pour remplir les obligations prévues à la partie 6 du Règlement 33-109, la société doit notamment :

a) établir des politiques et des procédures écrites en matière d'enquêtes sur les personnes physiques avant de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4 pour leur compte;

b) veiller à ce que toute enquête effectuée sur une personne physique conformément à ces politiques et procédures soit documentée;

c) rappeler régulièrement :

i) aux personnes physiques inscrites leurs obligations d'information en vertu du Règlement 33-109, dont la notification à l'agent responsable des changements dans l'information;

ii) aux personnes physiques autorisées l'obligation d'aviser leur société parrainante des changements dans l'information, afin qu'elle puisse s'acquitter de ses obligations d'information en vertu du Règlement 33-109.

**PARTIE 5 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA
LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES**

5.1. En Ontario, l'autorité en valeurs mobilières estime que la personne ou société tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du Règlement 33-109 et de la *Rule 33-506 (Commodity Futures Act)* peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

Annexe A**Demande de cession en bloc d'établissements aux fins de la BDNI**

La présente est une demande de dispense en vertu du Règlement 33-109.

A) Société inscrite qui acquerra les établissements

Nom :
Numéro BDNI :

B) Société inscrite qui cédera les établissements

Nom :
Numéro BDNI :

Établissements qui seront cédés

Adresse :
Numéro BDNI :

Adresse :
Numéro BDNI :
(Donner ces renseignements sur chaque établissement.)

C) Date de la cession :

**Regulation 31-102 respecting the National Registration Database¹
Regulation 33-109 respecting Registration Information**

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing the following Regulations:

- *Regulation 31-102 respecting the National Registration Database*
- *Regulation 33-109 respecting Registration Information*

The Authority is also publishing in the Bulletin the Policy Statement to *Regulation 31-102 respecting the National Registration Database* and the Policy Statement to *Regulation 33-109 respecting Registration Information*.

Notice of Publication

Regulation 31-102 respecting the National Registration Database and *Regulation 33-109 respecting Registration Information*, which were made by the Authority on May 4, 2007, have received ministerial approval as required and came into force on July 11, 2007, the date when they were published in the *Gazette officielle du Québec*.²

The Ministerial Order approving the Regulation was published in the *Gazette officielle du Québec*, dated July 11, 2007, and is also published hereunder.

July 13, 2007

¹ Publication authorized by *Les Publications du Québec*

² Note that an error occurred in the French versions of the section regarding the effective date of the Regulations. The Regulations came into force on July 11, 2007 and not May 15, 2007, as stipulated. An erratum will be published regarding this matter in the *Gazette officielle du Québec* dated July 25, 2007.

M.O., 2007-04**Order number V-1.1-2007-04 of the Minister of Finance dated 21 June 2007**

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1)

CONCERNING the Regulation 31-102 respecting National Registration Database

WHEREAS subparagraphs 1, 2 and 26 of section 331.1 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1) stipulate that the Autorité des marchés financiers may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act stipulate that a draft regulation shall be published in the Bulletin of the Authority, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section stipulate that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or any later date specified in the regulation;

WHEREAS the draft Regulation 31-102 respecting National Registration Database was published in the Bulletin concerning securities of the Autorité des marchés financiers, Volume 3, No. 19 of May 12, 2006;

WHEREAS on May 4, 2007, by the decision No. 2007-PDG-0091, the Authority made the Regulation 31-102 respecting National Registration Database;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation 31-102 respecting National Registration Database appended hereto.

June 21, 2007

MONIQUE JÉRÔME-FORGET,
Minister of Finance

Regulation 31-102 respecting National Registration Database

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (26);
2006, c. 50)

PART 1
DEFINITIONS AND INTERPRETATION**1.1. Definitions**

In this Regulation

“authorized firm representative” or “AFR” means, for a firm filer, an individual with his or her own NRD user ID and who is authorized by the firm filer to submit information in NRD format for that firm filer and individual filers with respect to whom the firm filer is the sponsoring firm;

“chief AFR” means, for a firm filer, an individual who is an AFR and has accepted an appointment as a chief AFR by the firm filer;

“firm filer” means a person or company that is required under securities legislation to make an NRD submission in accordance with this Regulation and that is registered as, or has applied for registration as, a dealer, adviser, or underwriter;

“individual filer” means an individual that is required under securities legislation to make an NRD submission in accordance with this Regulation;

“National Registration Database” or “NRD” means the online electronic database of registration information regarding NRD filers and includes the computer system providing for the transmission, receipt, review, and dissemination of that registration information by electronic means;

“NRD account” means an account with a member of the Canadian Payments Association from which fees may be paid with respect to NRD by electronic pre-authorized debit;

“NRD administrator” means CDS INC. or a successor appointed by the securities regulatory authority to operate NRD;

“NRD filer” means an individual filer or a firm filer;

“NRD format” means the electronic format for submitting information through the NRD website;

“NRD number” means the unique number first generated by NRD to identify an NRD filer, a permitted individual, or a business location;

“NRD submission” means information that is submitted under securities legislation or securities directions in NRD format, or the act of submitting information under securities legislation or securities directions in NRD format, as the context requires;

“NRD website” means the website operated by the NRD administrator for the NRD submissions.

1.2. Interpretation

Terms defined in Regulation 33-109 respecting Registration Information approved by the Minister Order 2007-05 dated June 21, 2007 and used in this Regulation have the respective meanings ascribed to those terms in Regulation 33-109 respecting Registration Information.

PART 2 INFORMATION TO BE SUBMITTED IN NRD FORMAT

2.1. Registration Information

A person or company that is required to submit any of the following to the securities regulatory authority or regulator must make the submission in NRD format:

- (1) Form 33-109F1;
- (2) Form 33-109F2;
- (3) Form 33-109F3;
- (4) Form 33-109F4 or a change to any information previously submitted in respect of Form 33-109F4.

PART 3 MAKING NRD SUBMISSIONS

3.1. NRD Submissions

(1) An NRD filer that is required under securities legislation to submit information in NRD format must make that NRD submission

- (a) through the NRD website,
- (b) using the NRD number of the NRD filer, permitted individual, or business location, and
- (c) in accordance with this Regulation.

(2) A requirement in securities legislation relating to the format in which a document or other information to be submitted must be printed, or specifying the number of copies of a document that must be submitted, does not apply to an NRD submission required to be made in accordance with this Regulation.

(3) An NRD filer making an NRD submission must make the NRD submission through an AFR.

3.2. Ongoing Firm Filer Requirements

A firm filer must

- (a) be enrolled with the NRD administrator to use NRD;
- (b) have one and no more than one chief AFR enrolled with the NRD administrator;
- (c) maintain one and no more than one NRD account;
- (d) notify the NRD administrator of the appointment of a chief AFR within five business days of the appointment;
- (e) notify the NRD administrator of any change in the name of the firm's chief AFR within five business days of the change; and
- (f) submit any change in the name of an AFR, other than the firm's chief AFR, in NRD format within five business days of the change.

PART 4 PAYMENT OF FEES THROUGH NRD

4.1. Payment of Submission Fees

(1) If a fee is required with respect to an NRD submission, a firm filer must pay the required fee by electronic pre-Authorized debit through NRD.

(2) A payment under subsection (1) must be made from the firm filer's NRD account.

4.2. Payment of Annual Registration Fees

(1) If a firm filer is required to pay an annual registration fee, the firm filer must pay the required fee by electronic pre-authorized debit through NRD.

(2) A payment under subsection (1) must be made from the firm filer's NRD account.

4.3. Payment of NRD User Fees – Annual

(1) If a firm filer is required to pay an annual NRD user fee, the firm filer must pay the required fee by electronic pre-authorized debit through NRD.

(2) A payment under subsection (1) must be made from the firm filer's NRD account.

**PART 5
TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION****5.1. Temporary Hardship Exemption**

(1) If unanticipated technical difficulties prevent an NRD filer from making a submission in NRD format within the time required under securities legislation, the NRD filer is exempt from the requirement to make the submission within the required time period, if the NRD filer makes the submission in paper format or NRD format no later than 5 business days after the day on which the information was required to be submitted.

(2) Form 33-109F5 is the paper format for submitting a notice of a change to Form 33-109F4 information.

(3) If unanticipated technical difficulties prevent an individual filer from submitting an application in NRD format, the individual filer may submit the application in paper format.

(4) If an NRD filer makes a paper format submission under this section, the NRD filer must include the following legend in capital letters at the top of the first page of the submission:

“IN ACCORDANCE WITH SECTION 5.1 OF REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE (NRD), THIS [SPECIFY DOCUMENT] IS BEING SUBMITTED IN PAPER FORMAT UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION.”.

(5) If an NRD filer makes a paper format submission under this section, the NRD filer must resubmit the information in NRD format as soon as practicable and in any event within 10 business days after the unanticipated technical difficulties have been resolved.

**PART 6
EXEMPTION****6.1. Exemption**

(1) The securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of National Instrument 14-101 Definitions, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision no. 2001-C-0274 dated June 12, 2001, opposite the name of the local jurisdiction.

**PART 7
FINAL PROVISIONS**

7.1. In Québec, the provisions of this Regulation take precedence over any inconsistent provisions of Title V of the Securities Regulation made by Order-in-Council 660-83 dated March 30, 1983 (1983, *G.O.* 2, 1269).

7.2. Regulation 31-102Q respecting the National Registration Database approved by Ministerial Order no. 2004-05 dated December 2, 2004 is repealed.

7.3. This Regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

8194

POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE

PART 1 APPLICATION AND PURPOSE

1.1. Application

Regulation 31-102 respecting National Registration Database (Regulation 31-102) has been implemented in all jurisdictions.

1.2. Purpose

The purpose of Regulation 31-102 is to establish requirements for the electronic submission of registration information through NRD.

PART 2 PRODUCTION OF NRD FILINGS

2.1. The securities legislation of several jurisdictions contains a requirement to produce or make available an original or certified copy of information filed under the securities legislation. Each relevant securities regulatory authority or regulator, as applicable, considers that it may satisfy such a requirement in the case of information filed in NRD format by providing a printed copy or other output of the information in readable form that contains or is accompanied by a certification by the securities regulatory authority or regulator that the printed copy or output is a copy of the information filed in NRD format.

PART 3 DATE OF FILING

3.1. The securities regulatory authority or regulator takes the view that information filed in NRD format is, for purposes of securities legislation, filed on the day that the transmission of the information to NRD is completed.

PART 4 OFFICIAL COPY OF NRD FILINGS

4.1. For purposes of securities legislation, securities directions or any other related purpose, the securities regulatory authority or regulator takes the view that the official record of any information filed in NRD format by an NRD filer is the electronic information stored in NRD.

PART 5 AUTHORIZED FIRM REPRESENTATIVE AS AGENT

5.1. The securities regulatory authority or regulator is of the view that when making an NRD submission an AFR is an agent of the firm or individual to whom the filing relates.

PART 6 ONGOING FIRM FILER REQUIREMENTS

6.1. The securities regulatory authority or regulator expects that firm filers will follow the processes set out in the NRD Filer Manual to

- (a) enroll with the NRD administrator,
- (b) keep their enrolment information current, and
- (c) keep their NRD account information current.

PART 7 COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS

7.1. In Ontario, if a person or company is required to make a submission under both Regulation 31-102 and OSC Rule 31-509 (*Commodity Futures Act*) with respect to the

same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.

© Editeur officiel du Québec, 2007

Part 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

1975

M.O., 2007-05**Order number V-1.1-2007-05 of the Minister
of Finance dated 21 June 2007**Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1)CONCERNING the Regulation 33-109 respecting
Registration Information

WHEREAS subparagraphs 1, 2, 26 and 27 of section 331.1 of the Securities Act (R.S.Q., c. V-1.1) stipulate that the Autorité des marchés financiers may make regulations concerning the matters referred to in those paragraphs;

WHEREAS the third and fourth paragraphs of section 331.2 of the said Act stipulate that a draft regulation shall be published in the Bulletin of the Authority, accompanied with the notice required under section 10 of the Regulations Act (R.S.Q., c. R-18.1) and may not be submitted for approval or be made before 30 days have elapsed since its publication;

WHEREAS the first and fifth paragraphs of the said section stipulate that every regulation made under section 331.1 must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance and comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or any later date specified in the regulation;

WHEREAS the draft Regulation 33-109 respecting Registration Information was published in the Bulletin concerning securities of the Autorité des marchés financiers, volume 3, No. 19 of May 12, 2006;

WHEREAS on May 4, 2007, by the decision No. 2007-PDG-0089, the Authority made the Regulation 33-109 Respecting Registration Information;

WHEREAS there is cause to approve this regulation without amendment;

CONSEQUENTLY, the Minister of Finance approves without amendment the Regulation 33-109 respecting Registration Information.

June 21, 2007

MONIQUE JÉRÔME-FORGET,
Minister of Finance

Regulation 33-109 respecting Registration Information

Securities Act
(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (26) and (27);
2006, c. 50)

PART 1 DEFINITIONS

1.1. Definitions

In this Regulation

“Form 3” means the required form for an application for registration as dealer, adviser, or underwriter in the local jurisdiction;

“Form 4” means the form that was required for an application for registration for an individual in the local jurisdiction before February 21, 2003, or in Québec, before January 1, 2005.

“permitted individual” means, for a registered firm or for a person or company that is applying for registration, an individual who is not registered to trade or advise on behalf of the firm and who

(a) is a director, partner, officer, or branch manager of the firm, or

(b) in Alberta, British Columbia, and Ontario

(i) is a director, partner, officer, or branch manager of the firm, or

(ii) beneficially owns, directly or indirectly, or exercises control or direction over, 10 percent or more of the voting securities of the firm;

“NRD submission number” means the unique number generated by NRD to identify each NRD submission;

“registered firm” means a person or company that is registered as a dealer, adviser, or underwriter;

“registered individual” means, for a registered firm, an individual who,

(a) is registered to trade or advise on behalf of the registered firm, or,

(b) in Québec, is registered to act as a securities dealer or adviser, on behalf of the registered firm;

“sponsoring firm” means,

(a) for a registered individual,

(i) the registered firm on whose behalf the individual trades or advises, or,

(ii) in Québec, the registered firm on whose behalf the individual acts as a securities dealer or adviser,

(b) for an individual applying for registration,

(i) the registered firm, or the person or company applying to become a registered firm, on whose behalf the individual proposes to trade or advise, or,

(ii) in Québec, the registered firm, or the person or company applying to become a registered firm, on whose behalf the individual proposes to act as a securities dealer or adviser,

(c) for a permitted individual of a registered firm, the registered firm on whose behalf the individual acts, or

(d) for a permitted individual of a person or company that is applying for registration, the person or company that is applying for registration.

1.2. Interpretation

Terms defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database approved by the Minister Order 2007-04 dated June 21, 2007 and used in this Regulation have the respective meanings ascribed to those terms in Regulation 31-102 respecting National Registration Database.

PART 2 APPLICATION FOR REGISTRATION

2.1. Dealer, Adviser and Underwriter Registration

An applicant for registration as a dealer, adviser, or underwriter must submit to the securities regulatory authority,

(a) in paper format, a completed Form 3;

(b) in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, a completed Form 33-109F3 for each business location of the applicant, other than the applicant's head office; and

(c) in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, a completed Form 33-109F4 for each permitted individual of the applicant who has not applied to become a registered individual with the applicant under subsection 2.2(1).

2.2. Individual Applicants

(1) An individual who applies for registration under securities legislation must make the application by submitting to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F4.

(2) Despite subsection (1), a permitted individual of a registered firm who applies to become a registered individual with the firm must make the application by submitting to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F2.

2.3. Commodity Futures Act Registrants

(1) In Manitoba and Ontario, despite section 2.1, if an applicant for registration under section 2.1 is registered under the *Commodity Futures Act* (R.S.O., 1990, c. C.20; C.C.S.M., c. C152), the applicant

(a) is not required to submit a completed Form 33-109F3 under subsection 2.1(b) for any business location of the applicant that is recorded on NRD; and

(b) is not required to submit a completed Form 33-109F4 under subsection 2.1(c) for a permitted individual if the applicant submits to the regulator, in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, a completed Form 33-109F2 for the individual.

(2) In Manitoba and Ontario, despite subsection 2.2(1), if an individual applies for registration under securities legislation and is recorded on NRD with his or her sponsoring firm as registered under the *Commodity Futures Act*, the individual must make the application by submitting to the regulator, in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database, a completed Form 33-109F2.

PART 3 CHANGES TO REGISTERED FIRM INFORMATION

3.1. Changes to Form 3 Information

(1) A registered firm must notify the securities regulatory authority of a change to any information previously submitted in Form 3, or under this subsection, within 5 business days of the change.

(2) For the purposes of subsection (1), a notice of change must be made by submitting a completed Form 33-109F5 in paper format.

(3) Despite subsection (2), a notice of change under this section is not required to be in Form 33-109F5 if the change relates to

(a) the addition of an officer, partner, or director to the registered firm, and if a completed Form 33-109F4 in respect of the officer, partner, or director is submitted under section 2.2 or 3.3;

(b) the resignation or termination of an officer, partner or director of the registered firm, and if a completed Form 33-109F1 is submitted under section 4.3 or 5.2; or

(c) a business location other than head office, and if a completed Form 33-109F3 is submitted under section 3.2.

3.2. Changes to Business Locations

(1) A registered firm must notify the securities regulatory authority of the opening of a business location, other than a new head office, by submitting in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F3 within 5 business days of the opening.

(2) A registered firm must notify the securities regulatory authority of a change to any information previously submitted in Form 33-109F3 by submitting in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F3 within 5 business days of the change.

3.3. Addition of Permitted individuals

A registered firm must submit to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F4 for a permitted individual within 20 business days of the individual becoming a permitted individual of the registered firm.

3.4. Changes to other registration information

A registered firm must notify the securities regulatory authority of a change in its auditor or financial year-end within 5 business days of the change.

PART 4

CHANGES TO REGISTERED INDIVIDUAL INFORMATION

4.1. Changes to Form 33-109F4 Information

(1) A registered individual must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to any information previously submitted in Form 33-109F4, or under this subsection, within 5 business days of the change.

(2) Despite subsection (1), a registered individual must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to information previously submitted in Item 11 of Form 33-109F4, or under this subsection, within 10 business days of the change.

(3) Despite subsection (1), a registered individual must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to information previously submitted in Items 3, 4, or paragraph 1 of Item 8 of Form 33-109F4, or under this subsection, within 20 business days of the change.

4.2. Application to Change or Surrender Individual Registration Categories

A registered individual of a registered firm who applies to change or surrender his or her registration category with the firm must make the application by submitting to the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F2.

4.3. Termination of Relationship

A registered firm must, within 5 business days of a termination of an employment, partner, or agency relationship with a registered individual, notify the securities regulatory authority of the termination of the relationship by submitting in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F1.

PART 5

CHANGES TO PERMITTED INDIVIDUAL INFORMATION

5.1. Changes to Form 33-109F4 Information

(1) A registered firm must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to any information previously submitted in Form 33-109F4, or under this subsection, for a permitted individual within 5 business days of the change.

(2) Despite subsection (1), a registered firm must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to information previously submitted in Item 11 of Form 33-109F4, or under this subsection, for a permitted individual within 10 business days of the change.

(3) Despite subsection (1), a registered firm must notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of a change to information previously submitted in Items 3, 4, or paragraph 1 of Item 8 of Form 33-109F4, or under this subsection, for a permitted individual within 20 business days of the change.

(4) Despite subsection (1), a registered firm must notify the securities regulatory authority of a change to any information regarding a category of permitted individual listed in Item 6 of Form 33-109F4 for a permitted individual by submitting in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database a completed Form 33-109F2 within 5 business days of the change.

(5) Despite subsections (1), (2), (3), and (4), a registered firm is not required to notify the securities regulatory authority of a change to information if another firm has notified the securities regulatory authority of the change in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database and within the required time.

5.2. Termination of Relationship

A registered firm must, within 5 business days of an individual ceasing to be a permitted individual of the registered firm, notify the securities regulatory authority in accordance with Regulation 31-102 respecting National Registration Database of the termination of the relationship by submitting a completed Form 33-109F1.

PART 6 DUE DILIGENCE AND RECORD-KEEPING

6.1. Sponsoring Firm Obligations

(1) A sponsoring firm must make reasonable efforts to ensure that information submitted by

(a) the firm for a permitted individual; or

(b) a registered individual, or an individual applying for registration, for whom the firm is the sponsoring firm, is true and complete.

(2) A sponsoring firm must retain all documents used by the firm to satisfy its obligation under subsection (1),

(a) in the case of a permitted individual, for a period of seven years after the individual ceases to be a permitted individual; or

(b) in the case of a registered individual, or an individual applying for registration, for a period of seven years after the individual ceases to be a registered individual with the firm.

(3) Without limiting the generality of subsection (2), if a registered individual, or an individual applying for registration, appoints an agent for service, the sponsoring firm must keep the original Appointment of Agent for Service executed by the individual for the period of time set out in paragraph (2)(b).

(4) A sponsoring firm that retains a document under subsection (2) or (3) in respect of an NRD submission must record the NRD submission number on the document.

PART 7 EXEMPTION

7.1. Exemption

(1) The securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of National Instrument 14-101 Definitions, adopted by the Commission des valeurs mobilières du Québec pursuant to decision no. 2001-C-0274 dated June 12, 2001, opposite the name of the local jurisdiction.

PART 8 FINAL PROVISIONS

8.1. In Québec, the provisions of this Regulation take precedence over any inconsistent provisions of Title V of the Securities Regulation made by Order-in-Council 660-83 dated March 30, 1983 (1983, G.O. 2, 1269).

8.2. Regulation 33-109Q respecting Registration Information approved by Ministerial Order no. 2004-06 dated December 2, 2004 is repealed.

8.3. This Regulation comes into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

1980

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

Part 2

FORM 33-109F1
Notice of termination

Enter the following information using the online version of this submission at the NRD web site (www.nrd.ca). If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102, this form is required to be delivered to the regulator in paper format.

1. Individual

Name of individual: _____

NRD number of individual: _____

2. Business location

Address of business location: _____

NRD number of business location: _____

3. Termination

Effective date of termination: _____

Indicate whether the individual:

was dismissed for cause _____

was dismissed in good standing _____

resigned in good standing _____

is deceased _____

Include details regarding any:

unresolved client complaints:

internal discipline matters:

restrictions for violation of regulatory requirements:

financial obligations the individual has to clients:

Notice of Collection and Use of Personal Information

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number provided in Schedule "A".

WARNING:

It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

CERTIFICATION**The following certification is to be used when submitting this form in NRD format:**

I am making this submission as agent for the NRD filer. By checking this box, I certify that all statements of fact in this submission were provided to me by the NRD filer.

The following certification is to be used when submitting this form in paper format:

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in the notice and the Warning set out above. I also certify that all statements of fact made in the answers to the questions are true.

Signature of authorized officer or partner

Date

Firm name

SCHEDULE "A"**Notice and Collection and Use of Personal Information****Contact Information****Alberta**

Alberta Securities Commission
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 297-6454

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393
(in B.C.)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500-400 Ave St-Mary
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director – Legal
Telephone: (204) 945-4508

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
85 Charlotte Street, Suite 300
Saint John, New Brunswick E2L 2J2
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Attention: Director Market Regulation
Directeur de la réglementation du marché
Telephone: (506) 658-3021

Newfoundland and Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NF A1B 4J6
Attention: Director of Securities
Tel: (709) 729-4189

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 3J9
Attention: FOI Officer
Telephone: (902) 424-7768

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 920-8984

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6190

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-4569

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina, SK S4P 3V7
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse, YU Y1A 2C6
Attention: Registrar of Securities
Telephone: (867) 667-5225

FORM 33-109F2**Change or surrender of individual categories**

Enter the following information using the online version of this submission at the NRD web site (www.nrd.ca). If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102, this form is required to be delivered to the regulator in paper format.

1. Individual

Name of individual: _____

NRD number of individual: _____

2. Individual categories

Indicate the individual categories that the individual is adding or removing:

3. Details of surrender

If the individual is surrendering his or her registration, include details regarding any:

unresolved client complaints:

internal discipline matters:

restrictions for violation of regulatory requirements that occurred at any time during the individual's employment with the firm:

financial obligations the individual has to clients:

Notice of Collection and Use of Personal Information

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut.

By submitting this information, you consent to the collection by the securities regulatory authority of the personal information provided above, police records, records from other government or non-governmental regulatory authorities or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you as may be necessary for the securities regulatory authority to complete its review of the information submitted above including your continued fitness for registration, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authority for the duration of the period that you remain registered or approved by the securities regulatory authority. The sources the securities regulatory authority may contact include government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number provided in Schedule "A".

WARNING:

It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

CERTIFICATION:

The following certification is to be used when submitting this form in NRD format:

I am making this submission as agent for the individual to whom this submission relates. By checking this box I certify that all statements of fact in this submission were provided to me by the individual.

Both of the following certifications are to be used when submitting this form in paper format:

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in this form and the Warning set out above. I also certify that all statements of fact provided in this application are true.

Signature of applicant or permitted individual

Date

I, the undersigned, certify on behalf of the sponsoring firm that the individual will be engaged by the sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual. I certify that I have, or a branch manager or another officer or partner has, discussed the questions set out in this form and I am satisfied that the individual fully understands the questions.

Signature of applicant or permitted individual

Date

Firm name

SCHEDULE "A"
Notice and Collection and Use of Personal Information

Contact Information

Alberta

Alberta Securities Commission
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 297-6454

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393
(in B.C.)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500-400 Ave St-Mary
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director – Legal
Telephone: (204) 945-4508

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
85 Charlotte Street, Suite 300
Saint John, New Brunswick E2L 2J2
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Attention: Director Market Regulation
Directeur de la réglementation du marché
Telephone: (506) 658-3021

Newfoundland and Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NF A1B 4J6
Attention: Director of Securities
Tel: (709) 729-4189

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 3J9
Attention: FOI Officer
Telephone: (902) 424-7768

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NWT X1A 2L9
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 920-8984

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6190

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-4569

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina, SK S4P 3V7
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse, YU Y1A 2C6
Attention: Registrar of Securities
Telephone: (867) 667-5225

FORM 33-109F3**Business locations other than Head Office**

Enter the following information using the online version of this submission at the NRD web site (www.nrd.ca). If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102, this form is required to be delivered to the regulator in paper format.

Please select one box:

- This form is being submitted to notify the regulator of the opening of this business location. Complete the entire form.
- This form is being submitted to notify the regulator of the closing of this business location. Complete the entire form.
- This form is being submitted to notify the regulator of the change of information previously submitted in respect of this business location. Complete the entire form and describe the information that has changed (for example, "telephone number" or "type of business location"):

1. Type of business location

_____ branch

_____ sub-branch

1986

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

Part 2

2. Supervisor or branch manager

NRD number of the designated supervisor or branch manager:

Name of designated supervisor or branch manager:

3. Business location information

Business address:

Telephone number: () _____

Facsimile number: () _____

Mailing address (if different from business address):

Notice of Collection and Use of Personal Information

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number provided in Schedule "A".

WARNING:

It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

CERTIFICATION**The following certification is to be used when submitting this form in NRD format:**

I am making this submission as agent for the NRD filer. By checking this box, I certify that all statements of fact in this submission were provided to me by the NRD filer.

The following certification is to be used when submitting this form in paper format:

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in this notice and the Warning set out above. I also certify that all statements of fact made in the answers to the questions are true.

Signature of authorized officer or partner_____
Date_____
Firm name

SCHEDULE "A"
Notice and Collection and Use of Personal Information

Contact Information

Alberta

Alberta Securities Commission
 4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
 Calgary, AB T2P 3C4
 Attention: Information Officer
 Telephone: (403) 297-6454

British Columbia

British Columbia Securities Commission
 P.O. Box 10142, Pacific Centre
 701 West Georgia Street
 Vancouver, BC V7Y 1L2
 Attention: Freedom of Information Officer
 Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393
 (in B.C.)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
 500-400 Ave St-Mary
 Winnipeg, MB R3C 4K5
 Attention: Director – Legal
 Telephone: (204) 945-4508

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
 85 Charlotte Street, Suite 300
 Saint John, New Brunswick E2L 2J2
 Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
 85, rue Charlotte, bureau 300
 Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
 Attention: Director Market Regulation
 Directeur de la réglementation du marché
 Telephone: (506) 658-3021

Newfoundland and Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
 Confederation Building
 St. John's, NF A1B 4J6
 Attention: Director of Securities
 Tel: (709) 729-4189

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
 2nd Floor, Joseph Howe Building
 1690 Hollis Street
 P.O. Box 458
 Halifax, NS B3J 3J9
 Attention: FOI Officer
 Telephone: (902) 424-7768

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
 P.O. Box 1320
 Yellowknife, NWT X1A 2L9
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (867) 920-8984

Nunavut

Legal Registries Division
 Department of Justice
 Government of Nunavut
 P.O. Box 1000 Station 570
 Iqaluit, NU X0A 0H0
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (867) 975-6190

Ontario

Ontario Securities Commission
 Suite 1903, Box 55
 20 Queen Street West
 Toronto, ON M5H 3S8
 Attention: FOI Coordinator
 Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
 Office of the Attorney General B
 Consumer, Corporate and Insurance Services Division
 P.O. Box 2000
 Charlottetown, PE C1A 7N8
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (902) 368-4569

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina, SK S4P 3V7
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse, YU Y1A 2C6
Attention: Registrar of Securities
Telephone: (867) 667-5225

FORM 33-109F4**REGISTRATION INFORMATION FOR AN INDIVIDUAL****SUBMISSION TO NRD**

Enter the following information using the online version of this submission at the NRD web site (www.nrd.ca). If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102 this form is required to be delivered to the regulator in paper format.

INSTRUCTIONS FOR FILING IN PAPER FORMAT

1. This form is to be used by every individual seeking registration from a securities regulatory authority or a self-regulatory organization or who is a permitted individual with a registered firm or a firm seeking registration.
2. This form is also to be used by any sole proprietor submitting an application for registration as a dealer, broker, adviser or underwriter to a securities regulatory authority.
3. Failure to answer all applicable questions may cause delays in the processing of the application form.
4. This form must be legible.
5. To complete the application, individuals should seek advice from an authorized officer of the sponsoring firm or from a legal adviser.
6. The number of originally-signed copies of the form to be filed with the self-regulatory organization and/or securities regulatory authority or similar authority varies from province to province. If unsure of the procedure, please consult the Registration Department of the self-regulatory organization to which you are applying or the applicable securities regulatory authority, or similar authority.

Item 1 – Name**1. Legal name**

Last name	First name	Second name (if applicable)	Third name (if applicable)

2. Other names

Are you currently, or have you previously been, known by a name other than the name provided above? Yes No

If “Yes”, complete Schedule “A”.

Item 2 – Residential address**Current address**

Provide all residential addresses, including any foreign residential addresses, for the past 10 years.

Current residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: () _____ Resided at this address since: _____
(YYYY/MM)

If you have resided at this address for less than 10 years, complete Schedule “B”.

Item 3 – Personal information**Personal description**

Date of birth: _____ Place of birth: _____
(city, province, territory or state, country)

Gender: Female Male Colour of eyes: _____ Colour of hair: _____

Height: imperial units: _____ OR metric units: _____

Weight: imperial units: _____ OR metric units: _____

Item 4 – Citizenship**Citizenship information**

What is your citizenship?

Canadian

Other, specify: _____

1990

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

Part 2

If you are a citizen of a country other than Canada, complete the following for that other citizenship. You are only required to provide the following information for one citizenship.

Passport number: _____ Country of citizenship: _____

Date of issue: _____
(YYYY/MM/DD)

Place of issue: _____
(city, province, territory or state, country)

Item 5 – Registration jurisdictions

Jurisdictions

Indicate, by checking the appropriate box, each province or territory to which you are submitting this form:

- | | | |
|--|--|---|
| <input type="checkbox"/> Alberta | <input type="checkbox"/> Northwest Territories | <input type="checkbox"/> Prince Edward Island |
| <input type="checkbox"/> British Columbia | <input type="checkbox"/> Nova Scotia | <input type="checkbox"/> Québec |
| <input type="checkbox"/> Manitoba | <input type="checkbox"/> Nunavut | <input type="checkbox"/> Saskatchewan |
| <input type="checkbox"/> New Brunswick | <input type="checkbox"/> Ontario | <input type="checkbox"/> Yukon Territory |
| <input type="checkbox"/> Newfoundland and Labrador | | |

Item 6 – Individual categories

Categories

Indicate, by checking the appropriate box in Schedule “C”, each registration category for which you are applying. If you are a permitted individual and you are not applying for registration, indicate each category that describes your position with your sponsoring firm.

Item 7 – Address and agent for service

1. Address for service

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are applying to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service. Complete Schedule “D” for each additional address for service you are providing.

Address for service: _____
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: () _____ Fax number: () _____

E-mail address: _____

2. Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent. The address for service provided above must be the address of any agent named below.

Name of agent for service: _____

Contact person: _____
Last name First name

Item 8 – Proficiency**1. Course or examination information**

Complete Schedule “E” to indicate each course and examination that you have successfully completed or for which you have received an exemption.

If you are not required under securities legislation or the rules of a self-regulatory organization to satisfy any course or examination requirements you are not required to complete this item.

2. Student numbers

If you have a student number with one of the following institutions, provide it below:

Canadian Securities Institute (CSI): _____

Investment Funds Institute of Canada (IFIC): _____

Institute of Canadian Bankers (ICB): _____

Association for Investment Management and Research (AIMR): _____

Canadian Association of Insurance and Financial Advisors (CAIFA): _____

3. Exemption refusal

Has any securities regulatory authority or self-regulatory organization refused to grant you an exemption from a course, examination or experience requirement? Yes No

If “Yes”, complete Schedule “F”.

Item 9 – Location of employment**Location of employment**

Provide the following information for the location of the sponsoring firm at which you will be working. If you will be working out of more than one location, provide the following information for the location out of which you will be doing most of your business.

NRD number: _____

Business address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Telephone number: () _____ Fax number: () _____

Check here if the mailing address of the location is the same as the business address provided above. Otherwise, complete the following:

Mailing address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

Item 10 – Current employment**Employment information**

On Schedule “G”, provide the information requested for your current business and employment activities, including those with your sponsoring firm.

Check here if you are not required under securities legislation to provide this information.

Item 11 – Previous employment**Employment information**

On Schedule “H”, provide the information requested for your previous business and employment activities for the 10-year period before the date of this application. Include any periods of self-employment or unemployment during this period. Do not include summer employment while you were a full-time student.

In addition, provide the information requested for all of your securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) business and employment activities during and prior to the ten-year period.

Check here if you are not required under securities legislation to provide this information.

Check here if the information required by this section has been provided in Item 10.

Item 12 – Resignations and terminations**Resignation and termination information**

Have you ever resigned or been terminated following allegations, made by a client, sponsoring firm, self-regulatory organization, securities regulatory authority or any other regulatory authority that you:

- a) violated investment related statutes, regulations, rules or industry standards of conduct? Yes No
- b) failed to supervise in connection with investment related statutes, regulations, rules or industry standards of conduct? Yes No
- c) committed fraud or the wrongful taking of property? Yes No

If “Yes”, to any of the above questions, complete Schedule “I”.

Item 13 – Regulatory disclosure**1. Securities regulatory authorities**

- a) Other than a registration that has been recorded on NRD under the NRD number you are using to make this submission, are you now, or have you ever been, registered or licensed to trade in or advise on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country? Yes No

If “Yes”, complete Schedule “J”, section 1(a).

b) Are you now, or have you ever been, a partner, director, officer, or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of any firm which has been registered or licensed, or is now registered or licensed, to trade in or advise on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 1(b).

c) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been refused registration or a license to trade in or advise on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 1(c).

d) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been denied the benefit of any exemption from registration provided by securities legislation or legislation governing exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 1(d).

e) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been subject to a cease trade order, a cease distribution order, a suspension or termination order, any disciplinary proceedings or any order resulting from disciplinary proceedings pursuant to securities legislation or legislation governing exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 1(e).

2. Self-regulatory organizations

a) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been a member or participating organization of any stock exchange or other self-regulatory organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 2 (a).

b) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been refused membership or entry as a participating organization in any stock exchange or other self-regulatory organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 2 (b).

c) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been subject to a suspension, expulsion or termination order, or been subject to any disciplinary proceedings or any order resulting from disciplinary proceedings conducted by any stock exchange or other self-regulatory organization in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 2 (c).

3. Non-securities regulation

a) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been registered or licensed under any legislation which requires registration or licensing to deal with the public in any capacity other than to trade in or advise on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 3 (a).

b) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been refused registration or a licence under any legislation which requires registration or licensing to deal with the public in any capacity other than to trade in or advise on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 3(b).

c) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been subject to a suspension or termination order, or disciplinary proceedings or any order resulting from disciplinary proceedings conducted under any legislation which requires registration or licensing to deal with the public in any capacity other than to trade in or advise on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) in any province, territory, state or country?

Yes No

If "Yes", complete Schedule "J", section 3(c).

Item 14 – Criminal disclosure

Criminal, provincial and territorial offences

With respect to questions (b) and (d) below, if you or your firm have pleaded guilty or been found guilty of an offence, that offence must be reported even if an absolute or conditional discharge has been granted with respect to the offence. You are not required to disclose any offence for which a pardon has been granted under the *Criminal Records Act* (Canada) unless the pardon has been revoked. You are not required to disclose speeding or parking violations.

a) Is there currently an outstanding charge against you alleging an offence that was committed in any province, territory, state, or country? Yes No

If "Yes", complete Schedule "K", section (a).

b) Have you, since attaining the age of 18, ever been convicted of, pleaded guilty to or no contest to an offence that was committed in any province, territory, state, or country? Yes No

If "Yes", complete Schedule "K", section (b).

c) Have charges been laid, alleging an offence that was committed in any province, territory, state, or country against any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)) in which you are or were at the time of that event a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities? Yes No

If "Yes", complete Schedule "K", section (c).

d) Has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been convicted of, pleaded guilty to or no contest to an offence that was committed in any province, territory, state, or country? Yes No

If "Yes", complete Schedule "K", section (d).

Item 15 – Civil disclosure

Current and past civil proceedings

a) Have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, been a defendant or respondent in any civil proceeding in which fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar conduct is, or was, alleged? Yes No

If "Yes", complete Schedule "L", section (a).

b) Other than what you disclosed in Item 15(a), were you, at the time the events that led to the civil proceeding occurred, a partner, director or officer or a holder of securities carrying more than 10 percent of the votes of all outstanding voting securities of a firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13 (1) (b)) that is or was a defendant or respondent in any civil proceeding in which fraud, theft, deceit, misrepresentation, or similar conduct is or was alleged? Yes No

If "Yes", complete Schedule "L", section (b).

Item 16 – Financial disclosure

1. Bankruptcy

Under the law of any province, territory, state, or country, have you, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1) (b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm:

- a) had a petition in bankruptcy issued against you or the firm or made a voluntary assignment in bankruptcy? Yes No
- b) made a proposal under any legislation relating to bankruptcy or insolvency? Yes No
- c) been subject to proceedings under any legislation relating to the winding up, dissolution or companies' creditors arrangement? Yes No
- d) been subject to or instituted any proceedings, arrangement or compromise with creditors (including having a receiver, receiver-manager, administrator or trustee appointed by or at the request of creditors, either privately, or through court process, or by order of a regulator, to hold your assets)? Yes No

If "Yes" to any of the above questions, complete Schedule "M", section 1.

2. Debt Obligations

Have you ever failed to meet a financial obligation of \$500 or more as it came due, or has any firm (other than your sponsoring firm or a firm that is or was registered in a Canadian jurisdiction and identified in response to Item 13(1)(b)), when you were a partner, director, officer or holder of voting securities carrying more than 10 percent of the votes carried by all outstanding voting securities of that firm, failed to meet a financial obligation as it came due? Yes No

If "Yes", complete Schedule "M", section 2.

3. Surety bond or fidelity bond

Have you ever applied for a surety or fidelity bond and been refused? Yes No

If "Yes", complete Schedule "M", section 3.

4. Garnishments, unsatisfied judgments or directions to pay

Are there currently, or have there been, outstanding against you any of the following:

- a) garnishments,
- b) unsatisfied judgments, or
- c) directions to pay;
- issued by a federal, provincial, territorial or state authority? Yes No

If "Yes", complete Schedule "M", section 4.

Item 17 – Related securities firms**Related securities firms and holdings**

Are you a partner, director, or officer of a firm (other than your sponsoring firm) whose principal business is trading in or advising on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) or are you a holder of 10 percent or more of the voting securities of any firm (including your sponsoring firm) whose principal business is trading in or advising on securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options)? Yes No

If “Yes”, complete Schedule “N”.

Agent for Service

By submitting this form you certify that in each jurisdiction in which you have appointed an agent for service you have properly executed the appointment of agent for service required by the regulator or the securities legislation of that jurisdiction.

Submission to Jurisdiction

By submitting this application you irrevocably and unconditionally submit to the non-exclusive jurisdiction of the judicial, quasi-judicial and administrative tribunals of each jurisdiction to which you have submitted this application and any administrative proceeding in that jurisdiction, in any action, investigation or administrative, criminal, quasi-criminal, penal or other proceeding (each, a “Proceeding”) arising out of or relating to or concerning your activities as a registrant or an officer, partner or director of a registrant under the securities legislation of the jurisdiction, and irrevocably waive any right to raise as a defence in any Proceeding any alleged lack of jurisdiction to bring that Proceeding.

Notice of collection and use of personal information

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for purposes of the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut.

By submitting this application you consent to the collection by the securities regulatory authority to which this application is being submitted of the personal information contained in the application, police records, records from other government or non-governmental regulatory authorities or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you as may be necessary for the securities regulatory authority to complete its review of your application or continued fitness for registration in accordance with the legal authority of the securities regulatory authority for the duration of the period which you remain registered or approved by the securities regulatory authority. The sources the securities regulatory authority may contact include government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations.

The principal purpose for which this collection of personal information is to be used is to assess your suitability for registration and to assess your continued fitness for registration in accordance with the applicable securities legislation.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number set out in Schedule “O”. In Québec, questions may also be addressed to the *Commission d'accès à l'information du Québec* (1-888-528-7741, web site: www.cai.gouv.qc.ca).

WARNING: It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

Certification

The following certification is to be used when submitting this form in NRD format:

I am making this submission as agent for the individual to whom this submission relates. By checking this box I certify that all statements of fact in this submission were provided to me by the individual.

Both of the following certifications are to be used when submitting this form in paper format:

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in this form and the Warning set out above.

I also certify that all statements of fact provided in this application are true.

Signature of applicant or permitted individual

Date

I, the undersigned, certify on behalf of the sponsoring firm that the individual will be engaged by the sponsoring firm as a registered individual or a permitted individual. I certify that I have, or a branch manager or another officer or partner has, discussed the questions set out in this form with the individual and I am satisfied that the individual fully understands the questions.

Signature of authorized officer or partner

Date

Firm name

SCHEDULE "A"

Name

Item 1

Other names

Last name

First name

Second name
(if applicable)

Third name
(if applicable)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name).

When did you use this name? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Last name

First name

Second name
(if applicable)

Third name
(if applicable)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name).

When did you use this name? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Part 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

1999

_____	_____	_____	_____
Last name	First name	Second name (if applicable)	Third name (if applicable)

Provide the reasons for the use of this name (for example, marriage, divorce, court order, commonly used name).

When did you use this name? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

SCHEDULE "B"
Residential address

Item 2

Previous addresses

A postal code (or ZIP code) and a telephone number are not required for any previous address.

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

Residential address: _____
(number, street, city, province, territory or state, country)

When did you live at this address? From: _____ To: _____
(YYYY/MM) (YYYY/MM)

SCHEDULE "C"**Individual categories****Item 6****Categories**

Indicate, by checking the appropriate box, each category for which you are applying.

Alberta

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Shareholder |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Branch Manager |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Junior Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Director | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising) |

British Columbia

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Director (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Director (Trading) | <input type="checkbox"/> Director (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Director (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Advising Employee |
| <input type="checkbox"/> Compliance Officer | |
| <input type="checkbox"/> Shareholder | |
| <input type="checkbox"/> Branch Manager | |

Manitoba

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Associate Advising Officer |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Associate Advising Partner |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Associate Advising Director |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Associate Advising Employee |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Non-trading |
| <input type="checkbox"/> Director (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer |
| <input type="checkbox"/> Director (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Partner |
| <input type="checkbox"/> Branch Manager | <input type="checkbox"/> Futures Contract Portfolio Manager |
| <input type="checkbox"/> Advising Officer | <input type="checkbox"/> Associate Futures Contracts Portfolio Manager |
| <input type="checkbox"/> Advising Partner | <input type="checkbox"/> Floor Trader |
| <input type="checkbox"/> Advising Director | <input type="checkbox"/> Floor Broker |
| <input type="checkbox"/> Non-Advising Officer | <input type="checkbox"/> Local |
| <input type="checkbox"/> Non-Advising Partner | <input type="checkbox"/> Adviser |
| <input type="checkbox"/> Non-Advising Director | |
| <input type="checkbox"/> Advising Employee | |

New Brunswick

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Compliance Officer |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Junior Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Director | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising) |

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Shareholder | <input type="checkbox"/> Officer (Advising or Trading and Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising, Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Junior Officer (Advising or Trading and Advising) |
| <input type="checkbox"/> Mutual Fund Salesperson (only) | <input type="checkbox"/> Partner (Advising or Trading and Advising) |
| <input type="checkbox"/> Branch Manager | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising, Non-Trading) |
| <input type="checkbox"/> Representative | <input type="checkbox"/> Sole Proprietor (advising) |

Newfoundland and Labrador

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Director |
| <input type="checkbox"/> Director | <input type="checkbox"/> Shareholder |
| <input type="checkbox"/> Shareholder | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Branch Manager |
| <input type="checkbox"/> Branch Manager | |

Northwest Territories

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Shareholder |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Branch Manager |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Representative (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Director | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Sole Proprietor | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising) |

Nova Scotia

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Associate Partner |
| <input type="checkbox"/> Sole Proprietor (Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Director | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Sole Proprietor (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | |

Nunavut

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Shareholder |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Branch Manager |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Representative (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Director | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Sole Proprietor | <input type="checkbox"/> Partner (Non-Advising) |

Ontario

Except as indicated the following categories are available under the Securities Act and the Commodity Futures Act.

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Floor Trader | <input type="checkbox"/> Associate Advising Representative (Securities Act category only) |
| <input type="checkbox"/> Salesperson | <input type="checkbox"/> Officer (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Officer (Non-Advising) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Associate Officer (Securities Act category only) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Trading) | <input type="checkbox"/> Partner (Advising) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Trading) | |

2002

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

Part 2

- Sole Proprietor (Trading)
 Director
 Advising Representative

- Partner (Non-Advising)
 Associate Partner (Securities Act category only)
 Sole Proprietor (Advising)
 Shareholder

Prince Edward Island

- Salesperson
 Officer (Trading)
 Officer (Non-Trading)
 Partner (Trading)
 Partner (Non-Trading)
 Director
 Shareholder

- Branch Manager
 Compliance Officer
 Counselling Officer (Officer)
 Counselling Officer (Partner)
 Counselling Officer (Other)
 Officer (Non-Advising)
 Partner (Non-Advising)

*Québec***Dealer**

- Representative
 Representative – group savings plan brokerage
 Representative – commodity pool brokerage
 Representative – permanent and preferred shares brokerage
 Representative – investment contract brokerage
 Representative – scholarship plan brokerage
 Director
 Officer
 Officer responsible for the activities in Québec
 Compliance supervisor
 Correspondent (contact person)
 Branch Manager
 Shareholder
 Partner

Adviser

- Representative (portfolio manager)
 Representative (adviser)
 Representative acting in derivatives-Options
 Representative acting in derivatives-Futures
 Director
 Officer
 Officer in charge of derivatives-Options
 Officer in charge of derivatives-Futures
 Shareholder
 Officer responsible for the activities in Québec
 Partner

Saskatchewan

- Salesperson
 Officer (Trading)
 Officer (Non-Trading)
 Partner (Trading)
 Partner (Non-Trading)
 Director

- Employee (Advising)
 Officer (Advising)
 Officer (Non-Advising)
 Partner (Advising)
 Partner (Non-Advising)

Yukon

- Salesperson
 Officer (Trading)
 Officer (Non-Trading)
 Partner (Trading)
 Partner (Non-Trading)
 Director
 Sole Proprietor (Trading)
 Branch Manager

- Shareholder
 Officer (Advising)
 Officer (Non-Advising)
 Partner (Advising)
 Partner (Non-Advising)
 Sole Proprietor (Advising)

Investment Dealers Association

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Partner (Industry) | <input type="checkbox"/> Registered Representative (Mutual Funds) |
| <input type="checkbox"/> Partner (Non-Industry) | <input type="checkbox"/> Registered Representative (Retail) |
| <input type="checkbox"/> Director (Industry) | <input type="checkbox"/> Registered Representative (Non-Retail) |
| <input type="checkbox"/> Director (Non-Industry) | <input type="checkbox"/> Registered Representative Options (Retail) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Trading) | <input type="checkbox"/> Registered Representative Options (Non-Retail) |
| <input type="checkbox"/> Officer (Non-Trading) | <input type="checkbox"/> Registered Futures Contract Representative |
| <input type="checkbox"/> Industry Investor | <input type="checkbox"/> Options (Retail) |
| <input type="checkbox"/> Non-Industry Investor | <input type="checkbox"/> Registered Futures Contract Representative |
| <input type="checkbox"/> Chief Compliance Officer | <input type="checkbox"/> Options (Non-Retail) |
| <input type="checkbox"/> Ultimate Designated Person | <input type="checkbox"/> Trader - CATS |
| <input type="checkbox"/> Alternate Designated Person | <input type="checkbox"/> Trader - TradeCDNX |
| <input type="checkbox"/> Designated Registered Options Principal | <input type="checkbox"/> Trader - Commodity Floor Trader |
| <input type="checkbox"/> Alternate Registered Options Principal | <input type="checkbox"/> Associate Portfolio Manager - Securities |
| <input type="checkbox"/> Designated Registered Futures Options Principal | <input type="checkbox"/> Associate Portfolio Manager - Security Options |
| <input type="checkbox"/> Alternate Registered Futures Options Principal | <input type="checkbox"/> Associate Portfolio Manager - Commodity |
| <input type="checkbox"/> Sales Manager | <input type="checkbox"/> Futures Options |
| <input type="checkbox"/> Branch Manager | <input type="checkbox"/> Portfolio Manager - Securities |
| <input type="checkbox"/> Co-Branch Manager | <input type="checkbox"/> Portfolio Manager - Security Options |
| <input type="checkbox"/> Assistant Branch Manager | <input type="checkbox"/> Portfolio Manager - Commodity Futures Options |
| <input type="checkbox"/> Futures Contract Options Supervisor | |
| <input type="checkbox"/> Investment Representative (Mutual Funds) | |
| <input type="checkbox"/> Investment Representative (Retail) | |
| <input type="checkbox"/> Investment Representative (Non-Retail) | |
| <input type="checkbox"/> Investment Representative Options (Retail) | |
| <input type="checkbox"/> Investment Representative Options (Non-Retail) | |
| <input type="checkbox"/> Investment Futures Contract Representative | |
| <input type="checkbox"/> Options (Retail) | |
| <input type="checkbox"/> Investment Futures Contract Representative | |
| <input type="checkbox"/> Options (Non-Retail) | |

SCHEDULE "D"**Address and Agent for Service****Item 7****Address for Service****1. Address for service**

You must have one address for service in each province or territory in which you are now, or are applying to become, a registered individual or permitted individual. A post office box is not an acceptable address for service.

Address for service: _____
(number, street, city, province or territory, postal code)

Telephone number: () _____ Fax number: () _____

E-mail address: _____

2. Agent for service

If you have appointed an agent for service, provide the following information for the agent. The address for service provided above must be the address of the agent named below.

2004

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

Part 2

Name of agent for service: _____

Contact person: _____
Last name First name**SCHEDULE "E"**
Proficiency**Item 8****Course or examination information**

Indicate each course and examination that you have successfully completed or for which you have received an exemption.

COURSE OR EXAMINATION	DATE COMPLETED	DATE EXEMPTED AND BY WHICH JURISDICTION OR REGULATON (YYYY/MM/DD)
30-day Training Program		
90-day Training Program		
ACE Trader Exam		
Agricultural Markets – Risk Management Course (ARM)		
Branch Compliance Officers Course		
Branch Manager's Examination Course (formerly the Canadian Branch Managers Qualifying Examination)		
Canadian Commodity Futures Examination		
Canadian Commodity Supervisors Examination		
Canadian Funds Course (Quebec only)		
Canadian Futures Exam (Part 1)		
Canadian Futures Exam (Part 2)		
Canadian Investment Finance Course Part I		
Canadian Investment Finance Course Part II		
Canadian Investment Funds Course		
Canadian Investment Management Program (Part 1)		
Canadian Investment Management Program (Parts 2)		
Canadian Options Course		
Canadian Securities Course		
CATS Examination-Oral		

Part 2

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

2005

CATS Examination-Written

Certified Financial Planners Program

Chartered Financial Analyst Charter

Chartered Financial Analyst Course (Level I)

Chartered Financial Analyst Course (Level II)

Chartered Financial Analyst Course (Level III)

Commodity Futures Exam (Part 1)

Commodity Futures Exam (Part 2)

Conduct and Practices Handbook Course

Derivatives Fundamentals Course

Derivatives Operational Management Course

Effective Management Seminar

Energy Markets - Risk Management Course

Ensis Growth Fund Understanding Labour Sponsored
Investment Funds (Full Course)Examination based on Manual for Registered Representatives
(RR Exam)

Fellow of the Canadian Securities Institute

Financial Markets Risk Management Course

Examination based on Manual for Registered Representatives
(RR Exam)

Futures Floor Trader Examination (Winnipeg Stock Exchange)

Futures Licensing Course

General Securities Representative Examination (Series 7)

In-House Scholarship Training Program

Investment Funds Course

Investment Management Techniques

Labour Sponsored Investment Funds Course

National Commodity Futures Examination

New Entrants Examination

Officers' Partners' and Directors' Course

Operations Course

2006

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

Part 2

Options Licensing Course

Options Strategies Course

Options Supervisors Course

Partners, Directors and Senior Officers Qualifying Examination

Personal Financial Planning Diploma

Portfolio Management Techniques

Principles of Mutual Funds Investment Course

Professional Financial Planning Course

Professional Options Trader Examination

Real Estate Agent's Pre-Licensing Course

Registered Options Principal's Qualifying Examination

Technical Analysis Course (TAC)

Trader Training Course

VCT Trader Exam

Wealth Management Techniques

Other, specify:

Other, specify:

Other, specify:

Other, specify:

SCHEDULE "F"
Proficiency**Item 8****Exemption refusal**

Complete the following for each exemption that was refused.

Which securities regulatory authority or self-regulatory organization refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

Which securities regulatory authority or self-regulatory organization refused to grant the exemption?

State the name of the course, examination or experience requirement:

State the reason given for not being granted the exemption:

SCHEDULE "G"
Current employment

Item 10

Employment information

Provide the information requested for each of your current business and employment activities, including those with your sponsoring firm.

- Unemployed
- Full-time student
- Employed or self-employed

From: _____
 (YYYY/MM/DD)

You are only required to fill in the following if you have indicated above that you are employed or self-employed.

Name of business or employer: _____

Address of business or employer: _____

(number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of immediate supervisor: _____

Describe the type of business or employment and your duties. If you are seeking a type of registration for which specified experience is required, provide details of that experience below (for example, level of responsibility, value of accounts under direct supervision, and research experience):

Indicate the number of hours per week you will be devoting to this business or employment:

If the business or employment described above is with the sponsoring firm and if you are working less than 30 hours per week for the firm, explain why you are working less than 30 hours per week for the firm:

If the business or employment described above is not with the sponsoring firm, disclose any potential for confusion by clients and any potential for conflicts of interest arising from your proposed activities as a registrant and the business or employment described above (include whether the business is listed on an exchange):

2008

GAZETTE OFFICIELLE DU QUÉBEC, July 11, 2007, Vol. 139, No. 28

Part 2

SCHEDULE "H"
Previous employment

Item 11

Employment information

Provide the information requested for your previous business and employment activities for the 10 year period before the date of this application. Include any periods of self-employment or unemployment during this period. Do not include summer employment while you were a full-time student.

In addition, provide the information requested in respect of all of your securities or exchange contracts (including commodity futures contracts and commodity futures options) business and employment activities during and prior to the ten-year period.

- Unemployed
- Full-time student
- Employed or self-employed

From: _____ To: _____
 (YYYY/MM/DD) (YYYY/MM/DD)

You are only required to fill in the following if you have indicated above that you are, or were, employed or self-employed.

Name of business or employer:

Address of business or employer:

 (number, street, city, province, territory or state, country)

Name and title of immediate supervisor: _____

Describe the type of business or employment and your duties. If you are seeking a type of registration for which specified experience is required, provide details of that experience below (for example, level of responsibility, value of accounts under direct supervision, and research experience):

SCHEDULE "I"
Resignations and terminations

Item 12

Resignation and Termination information

For each resignation or termination indicate below, (1) the name of the firm from which you resigned or were terminated, (2) whether you resigned or were terminated, (3) the date you resigned or were terminated, and (4) the circumstances relating to your resignation or termination (including whether the allegations were made by a client, sponsoring firm, self-regulatory organization or securities regulatory authority).

**SCHEDULE “J”
Regulatory disclosure**

Item 13

1. Securities regulatory authorities

a) For each registration or licence, indicate below (1) the securities regulatory authority with which you are, or were, registered or licensed, (2) the type or category of registration or licence, and (3) the dates between which you held the registration or licence.

b) For each registration or licence, indicate below (1) the name of the firm, (2) the securities regulatory authority with which the firm is, or was, registered or licensed, (3) the type or category of registration or licence, and (4) the dates between which you held the registration or licence.

c) For each registration or licence refused, indicate below (1) the party that was refused the registration or licence, (2) the securities regulatory authority that refused the registration or licence, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

d) For each exemption from registration denied, indicate below (1) the party that was denied the exemption, (2) the securities regulatory authority that denied the exemption, (3) the date the exemption was denied, and (4) any other information that you think is relevant or that is requested by the regulator.

e) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the party against whom the order was made or the proceeding taken, (2) the securities regulatory authority that issued the order or that is, or was, conducting the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), and (6) any other information that you think is relevant or that is requested by the regulator.

2. Self-regulatory organizations

a) For each membership or participation, indicate below (1) the party that is, or was, a member or participating organization, (2) the self-regulatory organization with which the party is, or was, a member or participating organization, (3) the type or category of membership or participation, and (4) the dates between which the party was a member or participating organization.

b) For each membership or participation refused, indicate below (1) the party that was refused membership or participation, (2) the self-regulatory organization that refused the membership or participation, (3) the type or category of membership or participation refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the party against whom the order was made or the proceeding taken, (2) the self-regulatory organization that issued the order or that is, or was, conducting the proceeding, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), and (6) any other information that you think is relevant or that is requested by the regulator.

3. Non-securities regulation

a) For each registration or licence, indicate below (1) the party is, or was, registered or licensed, (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the party is, or was, registered or licensed, (3) the type or category of registration or licence, and (4) the dates between which the party held the registration or licence.

b) For each registration or licence refused, indicate below (1) the party that was refused registration or licensing, (2) with which regulatory authority, or under what legislation, the registration or licence was refused, (3) the type or category of registration or licence refused, (4) the date of the refusal, and (5) the reasons for the refusal.

c) For each order or disciplinary proceeding, indicate below (1) the party against whom the order was made or the proceeding taken, (2) the regulatory authority that made the order or that is, or was, conducting the proceeding, or under what legislation the order was made or the proceeding is being, or was, conducted, (3) the date any notice of proceeding was issued, (4) the date any order or settlement was made, (5) a summary of any notice, order or settlement (including any sanctions imposed), and (6) any other information that you think is relevant or that is requested by the regulator.

SCHEDULE "K" **Criminal disclosure**

Item 14

Criminal, provincial and territorial offences

a) For each charge, indicate below (1) the charge, (2) the date of the charge, (3) any trial or appeal dates, and (4) the court location.

b) For each conviction, indicate below (1) the offence, (2) the date of the conviction, and (3) the disposition (state any penalty or fine and the date any fine was paid).

c) For each charge, indicate below (1) the name of the firm, (2) the charge, (3) the date of the charge, (4) any trial or appeal dates, and (5) the court location.

d) For each conviction, indicate below (1) the name of the firm, (2) the offence, (3) the date of the conviction, and (4) the disposition (state any penalty or fine and the date any fine was paid).

SCHEDULE "L" **Civil disclosure**

Item 15

Current and past civil proceedings

a) For each civil proceeding, indicate below (1) the party that is, or was, a defendant or respondent, (2) each plaintiff in the proceeding, (3) whether the proceeding is pending, on appeal or final, (4) the jurisdiction in which the action is being, or was, pursued, and (5) a summary of any disposition or settlement. (Disclosure must include those actions settled without admission of liability.)

b) For each civil proceeding, indicate below (1) the firm that was a defendant or respondent in the proceeding, (2) your relationship to the firm, (3) each plaintiff in the proceeding, (4) whether the proceeding is pending, on appeal or final, (5) the jurisdiction in which the action is being, or was, pursued, and (6) a summary of any disposition or settlement. (Disclosure must include those actions settled without admission of liability.)

SCHEDULE "M"
Financial Disclosure

Item 16

1. Bankruptcy

For each event, indicate below (1) the party about whom this disclosure is being made, (2) any amounts currently owing, (3) the creditors, (4) the status of the matter, (5) a summary of any disposition or settlement, and (6) any other information that you think is relevant or that is requested by the regulator.

2. Solvency

For each event, indicate below (1) the party that failed to meet its financial obligation, (2) the amount that was owing at the time the party failed to meet its financial obligation, (3) the party to whom the amount is, or was, owing, (4) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (5) any amounts currently owing, and (6) any other information that you think is relevant or that is requested by the regulator.

3. Surety Bond or Fidelity Bond

For each bond refused, indicate below (1) the name of the bonding company, (2) the address of the bonding company, (3) the date of the refusal, and (4) the reasons for the refusal.

4. Garnishments, Unsatisfied Judgments or Directions to Pay

For each garnishment, unsatisfied judgement or direction to pay, indicate below (1) the amount that was owing at the time the garnishment, judgement or direction to pay was rendered, (2) the party to whom the amount is, or was, owing, (3) any relevant dates (for example, when payments are due or when final payment was made), (4) any amounts currently owing, and (5) any other information that you think is relevant or that is requested by the regulator.

SCHEDULE "N"
Related securities firms

Item 17

Related Securities Firms and Holdings

Indicate below (a) the name of the firm and (b) your relationship to the firm.

a) Firm name:

b) Relationship to the firm and period of relationship:

- Partner From: _____ / _____ To: _____ / _____ (if applicable)
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)
- Director From: _____ / _____ To: _____ / _____ (if applicable)
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)
- Officer From: _____ / _____ To: _____ / _____ (if applicable)
 (YYYY/MM) (YYYY/MM)

Holder of voting securities over 10 percent From: _____ / _____ (YYYY/MM) (YYYY/MM) To: _____ / _____ (if applicable)

If you are a holder of 10 percent or more of the voting securities of the firm, complete (c), (d), (e), (f), (g) and (h).

c) State the number, value, class and percentage of securities or the amount of partnership interest you own or propose to acquire upon approval. If acquiring shares upon approval, state source (for example, treasury shares, or if upon transfer, state name of transferor).

d) State the value of subordinated debentures or bonds of the firm to be held by you or any other subordinated loan to be made by you to the firm (if applicable):

e) If another party has provided you with funds to invest in the firm, identify the party and state the relationship between you and that party:

f) Are the funds to be invested (or proposed to be invested) guaranteed directly or indirectly by any person or firm? Yes No

If "Yes", identify the party and state the relationship between you and that party:

g) Have you either directly or indirectly given up any rights with respect to such securities or partnership interest, or do you, on approval of this application, intend to give up any such rights (including by hypothecation, pledging or depositing as collateral the securities or partnership interest with any institution or person)? Yes No

If "Yes", identify the party, state the relationship between you and that party and describe the rights that have been or will be given up:

h) Is a person other than you the beneficial owner of the shares, bonds, debentures, partnership units or other notes held by you? Yes No

If "Yes", complete (i), (j) and (k).

i) Name of beneficial owner:

Last name	First name	Second name (if applicable)	Third name (if applicable)
_____	_____	_____	_____

j) Residential address:

(number, street, city, province, territory or state, country, postal code)

k) Occupation:

SCHEDULE "O"**Notice and Collection and Use of Personal Information****Contact Information****Alberta**

Alberta Securities Commission
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 297-6454

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393
(in B.C.)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500-400 Ave St-Mary
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director – Legal
Telephone: (204) 945-4508

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
85 Charlotte Street, Suite 300
Saint John, New Brunswick E2L 2J2
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Attention: Director Market Regulation
Directeur de la réglementation du marché
Telephone: (506) 658-3021

Newfoundland and Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
Confederation Building
St. John's, NF A1B 4J6
Attention: Director of Securities
Tel: (709) 729-4189

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
2nd Floor, Joseph Howe Building
1690 Hollis Street
P.O. Box 458
Halifax, NS B3J 3J9
Attention: FOI Officer
Telephone: (902) 424-7768

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
P.O. Box 1320
Yellowknife, NT X1A 2L9
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 920-8984

Nunavut

Legal Registries Division
Department of Justice
Government of Nunavut
P.O. Box 1000 Station 570
Iqaluit, NU X0A 0H0
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (867) 975-6190

Ontario

Ontario Securities Commission
Suite 1903, Box 55
20 Queen Street West
Toronto, ON M5H 3S8
Attention: FOI Coordinator
Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
Office of the Attorney General B
Consumer, Corporate and Insurance Services Division
P.O. Box 2000
Charlottetown, PE C1A 7N8
Attention: Deputy Registrar of Securities
Telephone: (902) 368-4569

Québec

Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
À l'attention du responsable de l'accès à l'information
Telephone: (514) 395-0337 or
(877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
800 B1920 Broad Street
Regina, Saskatchewan S4P 3V7
Attention: Director
Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Department of Community Services Yukon
P.O. Box 2703
Whitehorse, YT Y1A 2C6
Attention: Registrar of Securities
Telephone: (867) 667-5225

FORM 33-109F5**CHANGE OF REGISTRATION INFORMATION****GENERAL INSTRUCTIONS**

1. This notice must be submitted when notifying a regulator of changes to Form 3 or Form 4 information in accordance with Regulation 33-109.
2. If the NRD filer is relying on the temporary hardship exemption in Regulation 31-102, this form is required to be delivered to the regulator in paper format when notifying a regulator of changes to Form 33-109F4.
3. If this form is being submitted in respect of a change to a Form 3, Form 4 or Form 33-109F4, an authorized partner or officer of the firm must sign the form.

1. Type of form

Identify the part of Form 3, Form 4, or Form 33-109F4 for which this notice is being provided. If this notice is being provided to update an individual's Form 4 or Form 33-109F4, provide the name of the individual.

- Form 3, Item(s) _____,
- Form 4, Item(s) _____, name of individual _____, or
- Form 33-109F4, Item(s) _____, name of individual _____

2. Details of Change

Provide the details of the change for each item identified above:

Notice of Collection and Use of Personal Information

The personal information required under this form is collected on behalf of and used by the securities regulatory authorities set out below for the administration and enforcement of certain provisions of the securities legislation in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Québec, Nova Scotia, New Brunswick, Prince Edward Island, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Yukon Territory, and Nunavut.

By submitting this information, you consent to the collection by the securities regulatory authority of the personal information provided above, police records, records from other government or non-governmental regulatory authorities or self-regulatory organizations, credit records and employment records about you as may be necessary for the

securities regulatory authority to complete its review of your continued fitness for registration, if applicable, in accordance with the legal authority of the securities regulatory authority for the duration of the period that you remain registered or approved by the securities regulatory authority. The sources the securities regulatory authority may contact include government and private bodies or agencies, individuals, corporations and other organizations.

If you have any questions about the collection and use of this information, you may contact the securities regulatory authority in any jurisdiction in which the required information is filed, at the address or telephone number provided in Schedule "A".

WARNING: It is an offence to submit information that, in a material respect and at the time and in the light of the circumstances in which it is submitted, is misleading or untrue.

CERTIFICATION

I, the undersigned, certify that I have read and that I understand the questions in this notice and the Warning set out above. I also certify that all statements of fact made in the answers to the questions are true.

Signature of registered or permitted individual

Date

(No signature is required here if this form is being submitted in respect of a change to Form 3 information.)

If this form is being submitted in respect of a change to Form 3, I, the undersigned, certify that I understand the requirements and the Warning in this notice and that all statements of fact provided in this notice are true.

Signature of authorized officer or partner

Date

Firm name

SCHEDULE "A"

Notice and Collection and Use of Personal Information

Contact Information

Alberta

Alberta Securities Commission
4th Floor, 300 B 5th Avenue S.W.
Calgary, AB T2P 3C4
Attention: Information Officer
Telephone: (403) 297-6454

British Columbia

British Columbia Securities Commission
P.O. Box 10142, Pacific Centre
701 West Georgia Street
Vancouver, BC V7Y 1L2
Attention: Freedom of Information Officer
Telephone: (604) 899-6500 or (800) 373-6393
(in B.C.)

Manitoba

The Manitoba Securities Commission
500-400 Ave St-Mary
Winnipeg, MB R3C 4K5
Attention: Director – Legal
Telephone: (204) 945-4508

New Brunswick

New Brunswick Securities Commission
85 Charlotte Street, Suite 300
Saint John, New Brunswick E2L 2J2
Commission des valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Attention: Director Market Regulation
Directeur de la réglementation du marché
Telephone: (506) 658-3021

Newfoundland and Labrador

Securities Commission of Newfoundland and Labrador
 P.O. Box 8700, 2nd Floor, West Block
 Confederation Building
 St. John's, NF A1B 4J6
 Attention: Director of Securities
 Tel: (709) 729-4189

Nova Scotia

Nova Scotia Securities Commission
 2nd Floor, Joseph Howe Building
 1690 Hollis Street
 P.O. Box 458
 Halifax, NS B3J 3J9
 Attention: FOI Officer
 Telephone: (902) 424-7768

Northwest Territories

Government of the Northwest Territories
 P.O. Box 1320
 Yellowknife, NT X1A 2L9
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (867) 920-8984

Nunavut

Legal Registries Division
 Department of Justice
 Government of Nunavut
 P.O. Box 1000 Station 570
 Iqaluit, NU X0A 0H0
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (867) 975-6190

Ontario

Ontario Securities Commission
 Suite 1903, Box 55
 20 Queen Street West
 Toronto, ON M5H 3S8
 Attention: FOI Coordinator
 Telephone: (416) 593-8314

Prince Edward Island

Securities Registry
 Office of the Attorney General B
 Consumer, Corporate and Insurance Services Division
 P.O. Box 2000
 Charlottetown, PE C1A 7N8
 Attention: Deputy Registrar of Securities
 Telephone: (902) 368-4569

Québec

Autorité des marchés financiers
 800, square Victoria
 C.P. 246, 22^e étage
 Montréal (Québec) H4Z 1G3
 À l'attention du responsable de l'accès à l'information
 Telephone: (514) 395-0337 or
 (877) 525-0337 (in Québec)

Saskatchewan

Saskatchewan Financial Services Commission
 800 B1920 Broad Street
 Regina, Saskatchewan S4P 3V7
 Attention: Director
 Telephone: (306) 787-5842

Yukon

Department of Community Services Yukon
 P.O. Box 2703
 Whitehorse, YT Y1A 2C6
 Attention: Registrar of Securities
 Telephone: (867) 667-5225

8195

POLICY STATEMENT 33-109 TO REGULATION 33-109 RESPECTING REGISTRATION INFORMATION

PART 1 APPLICATION AND PURPOSE

1.1. Application

Regulation 33-109 respecting Registration Information ("Regulation 33-109") has been implemented in all jurisdictions.

1.2. Purpose

The purpose of Regulation 33-109 is to consolidate and harmonize requirements regarding the initial submission of registration information and the updating of that information.

PART 2 BUSINESS LOCATIONS

2.1. Business Locations

The securities regulatory authority or regulator is of the view that a business location for a registered firm, or a person or company that is applying for registration, is a location within the jurisdiction, including a residence, where a firm's registered individuals are based for the purpose of carrying out registerable activity.

PART 3 NOTICE OF CHANGES

3.1. Bulk Transfer of Locations and Individuals

(1) If a registered firm is acquiring a large number of business locations (for example, as a result of an amalgamation or asset purchase) from one or more other registered firms that are located in the same jurisdictions and registered in the same categories as the acquiring firm, and if a significant number of individuals are associated on NRD with the locations, the securities regulatory authority or regulator will consider exempting the firms and individuals involved in the transaction from the following requirements:

1. the requirement to submit a notice regarding the termination of each employment, partner, or agency relationship under section 4.3 of Regulation 33-109;
2. the requirement to submit a notice regarding each individual who ceases to be a permitted individual under section 5.2 of Regulation 33-109;
3. the requirement to submit a registration application for each individual applying to become a registered individual under section 2.2 of Regulation 33-109;
4. the requirement to submit a Form 33-109F4 for each permitted individual under section 3.3 of Regulation 33-109;
5. the requirement under section 3.1 of Regulation 33-109 to notify the regulator of a change to the business location information in Form 33-109F3.

(2) To exempt the firms and individuals involved in the transaction from the requirements set out above, the application should include the following information:

- (a) the name and NRD number of the registered firm that will acquire control of the business locations;
- (b) for each registered firm that is transferring control of the business locations,

- (i) the name and NRD number of the registered firm;
 - (ii) the address and NRD number of each business location that is being transferred from the registered firm named in (b)(i) to the registered firm named in (a); and
 - (c) the date that the business locations will be transferred to the registered firm named in (a).
- (3) To facilitate the processing of the exemption application, the applicant may put the information referred to in subsection (2) in the form set out in Appendix A to this Policy Statement.
- (4) This exemption application should be submitted by the registered firm that will acquire control of the business locations at the closing of the transaction and should be submitted sufficiently in advance of the date on which the business locations are to be transferred (the "transfer date"). At this time, the securities regulatory authority is of the view that submitting the application at least 30 days prior to the transfer date should be sufficient.
- (5) In addition to any application fee, it is likely that the payment of a fee will be a condition of this type of exemption order and that the fee will be related to the number of registered firms, business locations, registered individuals, and permitted individuals involved in the transaction.
- (6) If the exemption is granted, as soon as practicable after the transfer date, the regulator will instruct the NRD administrator to indicate the transfer of the business locations, the registered individuals, and the permitted individuals on NRD.
- (7) Bulk transfers involving firms that are registered in different categories or different jurisdictions may need to take additional steps. Firms involved in such a transaction should contact the applicable regulators to discuss what steps are required to allow the firms to use the bulk transfer process described above.

PART 4 DUE DILIGENCE

4.1. Sponsoring Firm Obligations

The securities regulatory authority or regulator is of the view that the reasonable efforts firms are required to undertake in Part 6 of Regulation 33-109 include

- (a) establishing written policies and procedures relating to the investigation of an individual prior to submitting a Form 33-109F4 on behalf of the individual,
- (b) ensuring that the review of an individual pursuant to these policies and procedures is documented;, and
- (c) regularly reminding
 - (i) registered individuals about their disclosure obligations under Regulation 33-109, such as notifying the regulator about changes to information, and
 - (ii) permitted individuals to notify their sponsoring firm about changes to information, so that the sponsoring firm can fulfill its disclosure obligations under Regulation 33-109.

PART 5 *COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS*

5.1. In Ontario, if a person or company is required to make a submission under both Regulation 33-109 and OSC Rule 33-506 (*Commodity Futures Act*) with respect to the same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.

Appendix A**Request for NRD Bulk Transfer of Business Locations**

This is an application for exemption under Regulation 33-109.

A) Registered firm that will acquire the business locations

Name:

Firm NRD number:

B) Registered firm transferring the business locations

Name:

Firm NRD number:

Business locations that will be transferred

Address of business location:

NRD number of business location:

Address of business location:

NRD number of business location:

(Repeat for each business location as necessary.)

C) Date that business locations will be transferred:

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DES COURTIER, CONSEILLERS, CABINETS ET LEURS REPRÉSENTANTS, AINSI QUE DES SOCIÉTÉS ET REPRÉSENTANTS AUTONOMES

3.4.1 Inscription de firmes

3.4.1.1 Courtiers en valeurs

Aucune information.

3.4.1.2 Conseillers en valeurs

Gestion d'actifs Synat inc.

Inscription de la société à titre de conseiller en valeurs de plein exercice. Le dirigeant de la société est M. Gérald Perriard, dirigeant responsable des activités au Québec.

Laquelle est assortie de la condition suivante :

- le conseiller devra déposer mensuellement le rapport du fonds de roulement prévu à l'annexe 5 de l'Instruction générale n° Q-9 pour une période de 6 mois à compter de la présente décision.

Gestion de capital Cardinal

Inscription de la société à titre de conseiller en valeurs de plein exercice. Les dirigeants de la société sont MM Timothy Eugene Burt, dirigeant responsable des activités au Québec, David Alan Atkins, Benjamin Edward Burt, Brian Robert Coughlin, Donald Craig Engel, Cheryl Anne Hill, James Edwin Lawton, Paul Michael Lester, Steven Mark London, Evan James Mancer, Brian Donald Shaw, Daniel Richard Stoller, Kenneth Wayne Townsend, Elden Lane Wittmier et Terry James Wong.

3.4.1.3 Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
513027	Services Financiers Cadrin, de Courval Inc.	Jacques Poulin De Courval	Assurance de personnes	2007-07-10
513082	4431260 Canada Inc.	Claudine Ouellette	Assurance de personnes Assurance collectives de personnes	2007-07-11
513091	9183-5470 Québec inc.	Ginette Savoie	Assurance de personnes	2007-07-11

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
513104	Services financiers François Labbé inc.	François Labbé	Assurance de personnes Assurance collectives de personnes	2007-07-05
513106	Assurances Robert Drolet inc.	Robert Drolet	Assurance de personnes Assurance collectives de personnes Assurance de dommages	2007-07-06

3.4.2 Agréments ou autorisations à titre de dirigeants et dirigeants responsables

3.4.2.1 Courtiers en valeurs

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Marchés mondiaux CIBC inc. :

- Jackman, Brad Douglas
- Zale, Jordan Brent

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de RBC Dominion Valeurs Mobilières inc. :

- Choudhry, Amber
- Ostlund, Stuart Graham
- Rossi, Luigi

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Beach, Andrew Wayne
Valeurs Mobilières Toll Cross inc.
- Dalglish, Andrew Haldenby
Services Valeurs Mobilières M. R. S. Inc.
- Morris, Denise Catherine
Corporation de Valeurs Mobilières Dundee
- Perron, Gerald
BMO Nesbitt Burns Itée/ltd.

3.4.2.2 Conseillers en valeurs

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Gestion de placements Greystone :

- Martel ,Louis
- Parker, Anne

Agrément à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Beniuk, Jerry
Gestion privée TD Waterhouse inc.
- Kelly, Thomas
Conseillers en Gestion Globale State Street Itée
- Lofranco, Donald
La société Fiduciary Trust du Canada
- McCombe, Mark
Investissements HSBC (Canada) limitée
- Wood, William
Gestion de placement Innocap inc.

3.4.2.3 Cabinets de services financiers

Agrément à titre de dirigeant responsable des personnes suivantes :

- Cauchon, Jean-Gérard
9082-9953 Québec inc.
- Larosée, Guillaume
Multi Assurances Larosée et fils

3.4.3 Cessations de fonctions d'un dirigeant ou d'un dirigeant responsable

3.4.3.1 Courtiers en valeurs

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes :

- Connor, Gordon Papineau
Les Partenaires Versant inc.
- Consell, Carol Susan
Valeurs Mobilières Patrimoine Integral
- Dickenson, William Robert
RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.
- Freeborough, Carolyn Anne
UBS Valeurs Mobilières Canada inc.
- Hill, Martha Ann
BMO Nesbitt Burns inc.
- Hill, Martha Ann
BMO Nesbitt Burns Itée/Ité.
- Matheson, Robin Marshall
Blackmont Capital inc.
- O'Borne, Tracy Jill

Merrill Lynch Canada inc.

- Panet, Joel Ronald
Valeurs mobilières Desjardins inc.
- Peck, Keith Lawrence
Valeurs Mobilières Haywood inc.
- Siemens, John Brent
Valeurs Mobilières TD inc.
- Yip, Darian Heung-Yeung
Marchés des capitaux Genuity

3.4.3.2 Conseillers en valeurs

Cessation de fonctions à titre de dirigeant des personnes suivantes pour le compte de Wiseman Partenaire Privé inc.

- Blank, David
- Demers, Robert
- Jolicoeur, Guy Luc
- Raad, Claude

Cessation de fonctions à titre de dirigeant de la personne suivante :

- Bélanger, Pierre
Gestion de portefeuille Natcan inc.
- Macaulay, Ian Hamish
M.A.M. conseillers en investissements
- Richardson, Paul Michael
Conseillers en placement Howson Tattersall limitée
- Tymocko, Louise
Legg Mason Canada inc.

3.4.3.3 Cabinets de services financiers

Cessation de fonctions à titre de dirigeant responsable des personnes suivantes :

- Dessureault, Sylvie
9082-9953 Québec inc.
- Larosée, Mario
Multi Assurances Larosée et fils inc.

3.4.4 Cessations, interruptions, non-renouvellements, radiations, révocations et suspensions des représentants autorisés

3.4.4.1 Courtiers en valeurs

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de Gestion MD limitée, vu la cessation de cette activité :

- Johnson, Katherine Ann
- Obaid, Saira

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de Marchés mondiaux CIBC inc., vu la cessation de cette activité :

- Kanafani, Samer
- Legault, Michel
- Llewellyn, Tracey Jane

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de RBC Dominion Valeurs Mobilières inc., vu la cessation de cette activité :

- Tremblay, Antoine
- Zbriger, Bradley Stuart

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de Scotia Capitaux inc., vu la cessation de cette activité :

- Little, Nancy
- Matvichuk, Oxana
- Thibodeau, Normand

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, pour le compte de Valeurs mobilières Desjardins inc., vu la cessation de cette activité :

- Girard, Philippe
- Panet, Joel Ronald

Interruption d'activités à titre de représentant des personnes suivantes, vu la cessation de cette activité :

- Brazil, Jennifer Ann
TD Waterhouse Canada inc.
- Chher, Thi Sen
Courtage Direct Banque Nationale inc.
- Kwan, Pui Lam Ken
Valeurs Mobilières HSBC (Canada) inc.
- Racine, Danielle
Corporation de Valeurs Mobilières Dundee

- Said, Philippe Josselin
Blackmont Capital inc.
- Shier, Joseph David
Valeurs Mobilières Maple Canada Itée
- Vallée-Granger, Josée
Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc.

3.4.4.2 Conseillers en valeurs

Interruption d'activités à titre de représentant, vu la cessation de cette activité pour le compte de Wiseman Partenaire Privé inc.

- Blank, David
- Demers, Robert
- Jolicoeur, Guy Luc

Interruption d'activités à titre de représentant, vu la cessation de cette activité de la personne suivante :

- Bélanger, Pierre
Gestion de portefeuille Natcan inc.
- Hadwen, John
Gestion de Capital KSBH inc.
- Macaulay, Ian Hamish
M.A.M. conseillers en investissements
- Richardson, Paul Michael
Conseillers en placement Howson Tattersall limitée

3.4.4.3 Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces informations auprès d'un agent d'information au :

Québec : (418) 525-0337
Montréal : (514) 395-0337
Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 9, et les mentions spéciales, de A à F.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	A Restreint à l'assurance-vie
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	B Restreint aux produits d'assurance collective contre les accidents et la maladie
2a Assurance collective de personnes	C Courtage spécial
2b Régime d'assurance collective	D Courtage relatif à des prêts garantis par hypothèque immobilière
2c Régime de rentes collectives	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
3a Assurance de dommages (Agent)	F Placement de parts permanentes et de parts privilégiées
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
5d Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur	
5e Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des particuliers	
5f Expertise en règlement de sinistres à l'emploi d'un assureur en assurance de dommages des entreprises	
6 Planification financière	
7 Courtage en épargne collective	
8 Courtage en contrats d'investissements	
9 Courtage en plans de bourses d'études	

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
166802	Allard	Maxime	5E	2007-07-06
173639	Amani	Rosa	3B	2007-07-07
170683	André	Johanne Sybille	7	2007-06-29
159795	Asselin	Lise	4A	2007-07-11
170347	Benatuil	Daniel	7	2007-07-03
102536	Bergeron	Francine	7	2007-07-03
167115	Bernatchez	Bruno	7	2007-06-27
171339	Bilinski	Anna-Maria	5B	2007-07-09
173415	Bolduc	Serge	1B	2007-07-10
146736	Boudreau	Luc	4A	2007-07-09
135244	Boutet	Micheline	1A2 2A	2007-07-10
167519	Boyer-Tessier	Blaise	5D	2007-07-06
141021	Brin	Jacques	2A	2007-07-11
152041	Bui	Dac Dung	1A	2007-07-10
136122	Béland	Jocelyne	7	2007-07-03
106179	Carrière	Carole	7	2007-07-04
169598	Cheyda	Mitra	1A	2007-07-11
167771	Choquette	Carl	1A	2007-07-10
153248	Cola	Pietro	7	2007-07-04
153248	Cola	Pietro	1A	2007-07-11
172634	Coulombe	Caroline	1A	2007-07-11
163878	Dallaire	Sandra	1A	2007-07-06
162212	De Laleu	Samuel	1A	2007-07-11
162212	De Laleu	Samuel	7	2007-07-03
170756	Dhoukar	Malek	7	2007-06-28
154632	Drouin	Rock	7	2007-06-28
170999	Dufresne	Dominique	1A	2007-07-11
111606	Durivage	Susan	3A	2007-07-11
149267	El Haddad	Nada	7, F	2007-06-29
159484	Estimé	Odney	1A, 2C	2007-07-10
112249	Fiorini	Jules Joseph	7	2007-06-29
112541	Fortier-Murray	Louise	7, F	2007-07-03
169011	Fortin	Marcel	1B	2007-07-10
156802	Fortin	Michel	1A	2007-07-11
156802	Fortin	Michel	7	2007-07-04
113153	Gagné	Gilles	7	2007-07-03
168453	Galarnreau	Anne	7	2007-07-03
136943	Giguère	Hélène	5D	2007-07-06
114611	Gingras	Huguette	7, F	2007-06-27
173851	Girard	Yvon	1B	2007-07-10

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
156290	Grenier	Jessica	3B	2007-07-11
148314	Hallit	Rania	7	2007-07-04
167408	Hallé	David	7	2007-07-05
116072	Hamel	Stéphane	A	2007-07-11
161995	Hamel	Katrine	7	2007-07-03
117204	Jolicoeur	Pierre	7	2007-07-04
167030	Khan	Dorota	7	2007-06-29
172288	Kiriakos-Saad	Victor	7	2007-06-27
174150	Labelle	Ian	1A	2007-07-11
169515	Lafortune	Alain	3B	2007-07-10
173710	Lahrech	Mohamed Madjid	1A	2007-07-10
152555	Lamontagne	Hugo	7, F	2007-06-27
137674	Lebel	Lyne	5D	2007-07-09
120439	Leblond	Sylvie	7	2007-07-05
165346	Lees	Tracey	7	2007-06-29
120823	Lefebvre	Richard	2C	2007-07-10
173240	Li	Zhenni	7	2007-06-29
169919	Maidich	Natalie	7	2007-06-29
168636	Marquis	Isabelle	7	2007-06-27
146767	Massy	Lyne	7	2007-06-28
123820	Mezzagno	Jenny	7	2007-06-29
135614	Michaud	Manon	4B	2007-07-11
123953	Millette	Michel	7	2007-07-03
168675	Morales Morales	Jose	7	2007-07-03
173503	Murday	Selvambaal	7	2007-06-27
174190	Neveu-McNally	Lynne	9	2007-06-29
174456	Njike	Bertrand	7	2007-06-28
152777	Ouellet	Patricia	3B	2007-07-09
162307	Pelletier	Caroline	7, F	2007-06-29
164185	Poirier	Claudia	1A	2007-07-10
169032	Pratt	Mark	7	2007-06-29
147991	Raymond	François	4A	2007-07-09
168110	Riendeau	Nathalie	7	2007-06-29
173130	Robillard	Martin	1B	2007-07-10
129147	Robillard	Jacques	7	2007-06-27
165052	Robinson	Doug	7	2007-06-28
170615	Romero	Carlos	7	2007-06-27
172603	Roy	Manon	1A	2007-07-10
130017	Ruel	Sébastien	2A	2007-07-11
170932	Sauvageau	Louis	1B	2007-07-11

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
150754	Schwital	Linda	7	2007-06-29
142677	Segla	Pascal	1A	2007-07-11
142677	Segla	Pascal	7	2007-07-10
131042	Simoneau	Nathalie	7, F	2007-06-29
162503	Simpson	Michael	7	2007-07-03
172326	St-Cyr	Gino	1A	2007-07-10
161634	Stevens	Carrie	7	2007-06-27
167207	Tam	Rebecca	7	2007-06-27
133044	Tremblay	Marc-André	7	2007-06-27
153866	Tremblay	Hélène	7	2007-07-09
133244	Trépanier	Jovette	7	2007-07-05
172079	Vandal	Rachelle	7	2007-06-29
155444	Viard	Pierre-Daniel	7	2007-06-27
164850	Zarkari	Navid	7	2007-06-28
165137	Zhang	Si Hui	7	2007-07-03
165137	Zhang	Si Hui	1A	2007-07-11

3.4.5 Refus d'inscription d'une firme

Aucune information.

3.4.6 Cessations, radiations et suspensions des firmes inscrites

3.4.6.1 Courtiers en valeurs

Aucune information.

3.4.6.2 Conseillers en valeurs

M.A.M. conseillers en investissements

Interruption d'activités à titre de conseiller en valeurs de plein exercice, vu la cessation de cette activité.

Wiseman Partenaire Privé

Interruption d'activités à titre de conseiller en valeurs de plein exercice, vu la cessation de cette activité.

3.4.6.3 Cabinets de services financiers

Aucune information.

3.4.6.4 Sociétés et représentants autonomes

Inscription	Nom du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
501274	Robert Leduc	Assurances de personnes	2007-07-10
506007	Jean-Réal Harrisson	Assurances de personnes	2007-07-11
510810	Nicole Loiselle	Assurances de personnes Assurance collective de personnes	2007-07-10
511235	Camithe Israna Germain	Assurances de personnes	2007-07-06
512089	Justin Cohen	Planification financière	2007-07-10
512676	Ivan Kolarov	Assurances de personnes	2007-07-06

3.4.6.5 Représentants de cabinets de services financiers (*en vertu de l'article 218 de la LDPSF*)

Aucune information.

3.4.7 Suspensions et radiations des OAR

3.4.7.1 Membres de l'ACCOVAM

Aucune information.

3.4.7.2 Membres de la CSF

Aucune information.

3.4.7.3 Membres de la ChAD

Aucune information.

3.5 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.6 SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET DÉCISIONS DISCIPLINAIRES

3.6.1 Autorité

Décision n° 2007-DIST-0490

HOVHANNES TER-MARTIROSIAN
505, avenue de Cherbourg, app. 303
Laval (Québec) H7W 5C7
Inscription n° : 511 211

Décision

(article 115 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, L.R.Q., c. D-9.2)

LES FAITS CONSTATÉS ET LES MANQUEMENTS REPROCHÉS :

Le 2 avril 2007, l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« Autorité ») émettait à l'encontre de Hovhannes Ter-Martirosian un avis (ci-après l'« avis ») en vertu de l'article 117 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (ci-après la « LDPSF »), préalablement à l'émission d'une décision en vertu de l'article de 115 de cette même loi.

L'avis à Hovhannes Ter-Martirosian établit les faits constatés et les manquements qui lui sont reprochés de la manière suivante :

- Hovhannes Ter-Martirosian détient une inscription auprès de l'Autorité lui permettant d'agir à titre de représentant autonome, portant le n° 511 211, dans la discipline de l'assurance de personnes de la LDPSF. À ce titre, l'inscrit est régi par cette loi.
- Hovhannes Ter-Martirosian ne détient pas de police d'assurance conforme à la LDPSF.
- Hovhannes Ter-Martirosian n' a pas acquitté le solde à son dossier.

LES OBSERVATIONS PRÉSENTÉES À L'AUTORITÉ :

Dans cet avis, l'Autorité donnait à Hovhannes Ter-Martirosian l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, le ou avant le 17 avril 2007.

À ce jour, l'Autorité n'a pas reçu d'observation de la part de Hovhannes Ter-Martirosian mais a reçu une copie de son assurance responsabilité ainsi que le paiement du solde au dossier de son inscription.

Par contre, l'Autorité n'a pas reçu le montant de 500,00 \$ pour la pénalité administrative qui lui a été imposée.

LA DÉCISION :

Vu l'article 115 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité peut radier une inscription pour une discipline donnée, la suspendre ou l'assortir de restrictions ou de conditions, lorsqu'elle estime qu'un cabinet ne respecte pas les dispositions de la présente loi ou de ses règlements ou que la protection du public l'exige.

Elle peut imposer, en plus, au cabinet une pénalité pour un montant qui ne peut excéder 100 000 \$. »;Vu l'article 117 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« L'Autorité signifie au cabinet un avis d'au moins 15 jours de la date à laquelle il pourra présenter ses observations.

L'avis mentionne les faits qui sont reprochés au cabinet. »;

Vu l'article 135 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Un représentant autonome ou une société autonome doit verser annuellement à l'Autorité les droits prescrits par règlement tant qu'il est inscrit. (...) »

Vu l'article 146 de la LDPSF, qui se lit comme suit :

« Les articles 74, 75, 102, 103, 103.4, 106 à 113, 115, 117, 119, 121, 122, 124 et 126 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à un représentant autonome.

(...) »;

Vu la protection du public et le fait qu'il y a lieu pour l'Autorité de s'assurer que les manquements survenus ne se reproduisent plus à l'avenir;

Il convient pour l'Autorité de :

NE PAS SUSPENDRE, pour l'instant, l'inscription de Hovhannes Ter-Martirosian dans la discipline de l'assurance de personnes dans laquelle il est inscrit à titre de représentant autonome, mais :

IMPOSER à Hovhannes Ter-Martirosian le paiement de la pénalité globale de 500,00 \$ de frais administratifs, laquelle sera payable au plus tard 30 jours suivant la date de la décision;

La décision prend effet immédiatement et est exécutoire malgré appel.

Fait le 6 juillet 2007.

Claude Prévost
Surintendant de la distribution par intérim

3.6.2 BDRVM

Aucune information.

3.6.3 OAR

3.6.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.6.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.6.3.3 ACCOVAM

Aucune information.

3.6.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.6.3.5 RS

Aucune information.

3.7 AUTRES DÉCISIONS

3.7.1 Dispenses

Les Appartements du Club Sommet Inc.

Une dispense a été accordée à tout courtier immobilier et agent à l'emploi d'un courtier immobilier reconnu par l'Association des Agents et courtiers immobiliers du Québec ou inscrit auprès de la Chambre immobilière du Grand Montréal, de l'application de l'article 148 de la *Loi sur les valeurs mobilières* dans le cadre du placement des actions de Les Appartements Club Sommet Inc. par Casperdiny IFB Realty Inc. et par les acquéreurs subséquents.

Cette dispense est octroyée à la condition que toute cession soit conforme aux statuts et conditions prescrites dans les statuts et règlements généraux de Les Appartements Club Sommet Inc. et du bail rattaché aux actions cédées.

Gestion de portefeuille Natcan inc. BMO Harris Gestion de Placements inc.

Une dispense a été accordée à Gestion de portefeuille Natcan inc. et BMO Harris Gestion de Placements inc. de l'application de l'article 236 du *Règlement sur les valeurs mobilières* afin de leur permettre d'acquérir pour le groupe de fonds des parts de la société Urbana Corporation à l'égard desquelles des courtiers liés à Natcan et BMO Harris agissent à titre de preneurs ferme. La présente décision est octroyée à la condition suivante :

- un comité indépendant sera mis en place dans le cadre de ce placement.

Goodman & Compagnie, Conseil en Placement Ltée

Une dispense a été accordée à Goodman & Compagnie, Conseil en Placement Ltée de l'application de l'article 236 du *Règlement sur les valeurs mobilières* afin de lui permettre d'acquérir pour le Fonds de métaux précieux Dynamique des parts ou des actions ordinaires de Ascot Resources Ltd. à l'égard desquelles un courtier lié à Goodman agit à titre de preneur ferme. La présente décision est octroyée à la condition suivante :

- un comité indépendant sera mis en place dans le cadre de ce placement.

Goodman & Compagnie, Conseil en Placement Ltée

Une dispense a été accordée à Goodman de l'application de l'article 236 du *Règlement sur les valeurs mobilières* afin de lui permettre d'acquérir pour le Fonds de Ressources Focus + Dynamique des actions ordinaires de Orleans Energy Ltd. à l'égard desquelles un courtier lié à Goodman agit à titre de preneur ferme. La présente décision est octroyée à la condition suivante :

- un comité indépendant sera mis en place dans le cadre de ce placement.

Dispense de l'obligation prévue à l'article 205 du Règlement concernant la préparation professionnelle.

- Young, Robert Earl
LiquideNet Canada Inc.

Une dispense a été accordée au dirigeant de l'application du paragraphe de l'article 38 de l'*Instruction générale n° Q-9* concernant la formation professionnelle requise.

assortit le bénéfice de cette dispense de la condition suivante :

- le dirigeant souscrit auprès de l'Autorité des marchés financiers l'engagement d'informer par écrit le directeur de tout changement dans les informations soumises lors de la demande de dispense.

Une dispense a été accordée au représentant de l'application des articles 41 et 44 de l'*Instruction générale n° Q-9* concernant la formation professionnelle requise.

- Perriard, Gérald
Gestion d'actifs Synat inc.

3.7.2 Exercice d'une autre activité

Gestion d'actifs Synat inc.

Une autorisation a été accordée à Gestion d'actifs Synat Inc. afin d'offrir des services de conseil en matière de titres dérivés;

Laquelle est assortie des restrictions ou conditions suivantes :

- l'activité en matière de titres dérivés est limitée aux titres sur devises;
- le conseiller en valeurs ne pourra embaucher d'autre représentant pour les opérations sur titres dérivés tant que le responsable n'aura pas réussi le cours de responsable sur les titres dérivés.

- Perriard, Gérald
Gestion d'actifs Synat Inc.

Une autorisation a été accordée à Gérald Perriard afin d'offrir des services de conseil en matière de titres dérivés et à agir à titre de responsable des titres dérivés pour le compte de Gestion d'actifs Synat Inc.

Laquelle est assortie de la condition suivante :

- l'activité en matière de titres dérivés est limitée aux titres sur devises.

3.7.3 Approbation d'un projet d'entente de partage de commissions, approbation d'une prise de position importante, emprunt ou remboursement autorisés

Gestion d'actifs Synat Inc.

Approbation de la prise de position importante de 100 % du capital-actions de Gestion d'actifs Synat Inc., conseiller en valeurs de plein exercice par Gérald Perriard.

Approbation d'un emprunt de 65 000 \$ assorti d'une renonciation à concourir de Gérald Perriard en faveur de Gestion d'actifs Synat Inc., conseiller en valeurs de plein exercice.

Gestion de capital Cardinal

Approbation de la prise de position importante de 37,6 % du capital-actions de Gestion de Capital Cardinal, conseiller en valeurs de plein exercice par Timothy Eugene Burt.

Approbation de la prise de position importante de 12,5 % du capital-actions de Gestion de Capital Cardinal, conseiller en valeurs de plein exercice par Brian Shaw.

Approbation de la prise de position importante de 28,34 % du capital-actions de Gestion de Capital Cardinal, conseiller en valeurs de plein exercice par Kathleen Lawton. Cette prise de position importante se fait par la société Kayco Inc.

Emprunts et/ou remboursements autorisés par l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières (ACCOVAM)

Valeurs mobilières Desjardins inc.

Approbation d'un emprunt de 70 000 000 \$ assorti d'une renonciation à concourir de Caisse centrale Desjardins en faveur de Valeurs mobilières Desjardins inc., courtier en valeurs de plein exercice. Le solde de l'emprunt pour lequel Caisse centrale Desjardins renonce à concourir est de 133 000 000 \$.

Richardson Partners Financial Limited

Approbation d'un emprunt de 500 000 \$ assorti d'une renonciation à concourir de Richardson Partners Financial Holdings Limited en faveur de Richardson Partners Financial Limited, courtier en valeurs de plein exercice. Le solde de l'emprunt pour lequel Richardson Partners Financial Holdings Limited renonce à concourir est de 28 730 486.29 \$.

3.7.4 Autres

Aucune information.